

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 15 avril 1911.

M 26.

Samstag, 15. April 1911.

Loi du 14 avril 1911, concernant l'imposition des eaux-de-vie.

Au Nom de Son Altesse Royale GUILLAUME, par la grâce de Dieu Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Nous MARIE-ANNE, Grande-Duchesse, Régente du Grand-Duché de Luxembourg ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 7 avril 1911 et celle du Conseil d'Etat du 8 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Chap Ier. — Droit de consommation sur l'eau-de-vie.

Objet du droit.

Art. 1^{er}. L'eau-de-vie fabriquée dans le Grand-Duché est soumise à un droit de consommation.

Montant du droit.

Art. 2. Le droit de consommation est fixé par litre d'alcool :

a) pour l'eau-de-vie fabriquée dans les limites du contingent (art. 22 à 37) à 1,3125 fr. (mk. 1,03) ;

b) pour l'eau-de-vie fabriquée en sus du contingent à 1,5625 fr. (mk. 1,25).

Le droit se réduit de deux dixièmes pour les distilleries de fruits (art. 12) et les propriétaires de fruits (art. 37) dont la production annuelle

Gesetz vom 14. April 1911, betreffend die Branntweinbesteuerung.

Im Namen S. R. H. **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, ic., ic., ic.;

Wir **Maria-Anna**, Großherzogin, Regentin des Großherzogtums Luxemburg ;

Nach Aufführung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 7. April 1911 und derjenigen des Staatsrates vom 8. ds. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Erster Abschnitt. — Branntweinverbrauchsabgabe.

Gegenstand.

Art. 1. Der im Gebiete des Großherzogtums hergestellte Branntwein unterliegt einer Verbrauchsabgabe.

Höhe.

Art. 2. Die Verbrauchsabgabe beträgt für das Liter Alkohol :

a) von der innerhalb des Kontingents (Art. 22 bis 37) hergestellten Alkoholmenge, 1,3125 Fr. (Mk. 1,05) ;

b) von der außerhalb des Kontingents hergestellten Menge 1,5625 Fr. (Mk. 1,25).

Obstbrennereien (Art. 12) und Brenner der in Art. 37 bezeichneten Art entrichten für Branntwein, den sie aus selbsterzeugtem Obst, Wein, Most

ne dépasse pas 30 litres d'alcool, lorsque l'eau-de-vie est fabriquée au moyen de fruits, vin, moût ou résidus de ces substances (marcs de raisins, lies de vin) provenant du distillateur même, ou au moyen de baies et racines. Les dispositions de l'art. 36, al. 1^e, et de l'art. 37 sont également applicables dans l'espèce.

Exemptions.

Art. 3. Sont exemptes du droit de consommation :

1^e les eaux-de-vie exportées en dehors du territoire de l'Union douanière ;

2^e les eaux-de-vie employées dans l'industrie à la fabrication du vinaigre, au nettoyage, au chauffage, à la cuisson ou à l'éclairage, conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement ;

3^e la freinte essuyée par l'eau-de-vie rectifiée, retenue en entrepôt ou expédiée sous le contrôle administratif.

L'exemption sera de même accordée, conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement, lorsque l'eau-de-vie aura été détruite ou rendue impropre à l'usage par les forces de la nature ou par des accidents qui ne peuvent être attribués à la faute du distillateur, ainsi que dans les cas où l'exemption se justifie par de puissants motifs d'équité.

Le Gouvernement est autorisé à exempter également du droit de consommation les eaux-de-vie employées dans les hôpitaux, maisons d'accouchement et autres établissements publics similaires ou dans des établissements publics d'enseignement scientifique.

Sans préjudice des dispositions des art. 4 et 47, l'eau-de-vie se trouvant en libre circulation, ne peut être exemptée du droit de consommation.

Il en est de même de l'eau-de-vie qui a une teneur en produits accessoires de la fermentation et de la distillation dépassant 1 pCt. du poids de l'alcool contenu dans l'eau-de-vie ; dans certains cas, l'administration des contributions peut admettre des exceptions.

oder aus Rückständen davon (Trestler, Hefe) oder aus Beeren und Wurzeln herstellen, bei einer Jahreserzeugung von nicht mehr als 30 Liter Alkohol eine um zwei Zehntel ermässigte Verbrauchsabgabe. Die Vorschriften im Art. 36, Abs. 1 und Art. 37, sind entsprechend anzuwenden.

Befreiung.

Art. 3. Von der Verbrauchsabgabe befreit bleibt :

1. Branntwein, der in das Zollvereinsausland ausgeführt wird ;

2. Branntwein, der zu gewerblichen Zwecken einschließlich der Essigbereitung, zu Küb-, Heizungs-, Koch- und Beleuchtungszwecken verwendet wird, nach näherer Bestimmung der Regierung ;

3. der Schwund bei der unter amtlicher Überwachung erfolgten Reinigung, Lagerung und Versendung von Branntwein.

Die Befreiung von der Verbrauchsabgabe tritt nach näherer Bestimmung der Regierung auch dann ein, wenn durch elementare Ereignisse oder unverhoffte Vorgänge Branntwein vernichtet worden oder unbrauchbar geworden ist, sowie in allen Fällen, in denen überwiegender Grund der Willigkeit für eine Befreiung sprechen.

Die Regierung wird ermächtigt, auch solchen Branntwein von der Verbrauchsabgabe freizulassen, der in öffentlichen Kranken-, Entbindungs- und ähnlichen Anstalten oder in öffentlichen, wissenschaftlichen Lehranstalten verwendet wird.

Unbeschadet der Vorschriften in den Art. 4 u. 47, ist von der Steuerfreiheit ausgeschlossen Branntwein, der sich in freiem Verkehr befindet.

Dasselbe gilt von Branntwein, der einen grösseren Gehalt an Nebenerzeugnissen der Mälzung und des Abbrennens als ein Hundertstel des Gewichtes der in ihm enthaltenen Alkoholmenge besitzt; die Steuerbehörde kann im Einzelfall Ausnahmen zu lassen.

Restitution du droit.

Art. 4. En cas d'exportation d'eau-de-vie potable se trouvant en libre circulation, ainsi que de produits à la fabrication desquels il a été employé de l'alcool qui se trouvait en libre circulation, il sera accordé une restitution du droit de consommation, aux conditions à déterminer par le Gouvernement.

Exigibilité du droit.

Art. 5. Le droit de consommation est exigible dès que l'eau-de-vie passe du contrôle de l'administration dans la libre circulation.

Désignation du redevable.

Art. 6. Le droit est dû par celui qui obtient la remise de l'eau-de-vie pour en disposer librement.

Termes de crédit.

Art. 7. Pour le paiement du droit il peut être accordé, moyennant garantie, des termes de crédit de six mois; s'il n'est pas fourni de garantie, il peut être accordé des termes de crédit de trois mois.

Est considérée également comme garantie la dation en gage de l'eau-de-vie se trouvant dans un entrepôt privé sous scellés.

Privilège du Trésor.

Art. 8. Sans égard aux droits des tiers, l'eau-de-vie sert de garantie au paiement du droit de consommation dont elle est grevée, et peut, tant que ce droit n'aura pas été acquitté, être saisie ou retenue par l'administration.

Prescription.

Art. 9. Les actions en paiement ou en restitution du droit de consommation se prescrivent par un an, à partir du jour de l'échéance ou resp. du jour du paiement de l'impôt, les actions en paiement des droits fraudés, par trois ans.

La prescription est interrompue par tout acte dirigé contre le redevable par l'autorité compétente et ayant pour but de faire valoir les droits du Trésor.

Vergütung.

Art. 4. Bei der Ausfuhr von Spirituosen aus dem freien Verkehr sowie von Erzeugnissen, zu deren Herstellung Brantwein aus dem freien Verkehr verwendet worden ist, wird nach näherer Bestimmung der Regierung eine Vergütung der Verbrauchsabgabe gewährt.

Fälligkeit.

Art. 5. Die Verbrauchsabgabe ist zu entrichten, sobald der Brantwein aus der amtlichen Überwachung in den freien Verkehr tritt.

Person der Zahlungspflichtigen.

Art. 6. Zur Entrichtung der Abgabe ist verpflichtet, wer den Brantwein zur freien Verfügung erhält.

Stundung.

Art. 7. Die Abgabe kann gegen Sicherheitsbestellung auf sechs Monate, ohne Sicherheitsbestellung auf 3 Monate gestundet werden.

Als Sicherheit ist auch die Verpfändung von Brantwein anzusehen, der sich in einem Brantweinlager unter amtlichem Verschluß befindet.

Hafnung des Brantweins.

Art. 8. Der Brantwein hafstet ohne Rücksicht auf die Rechte dritter für die darauf ruhende Verbrauchsabgabe und kann, so lange diese nicht entrichtet ist, von der Verwaltungsbehörde mit Beschlag belegt oder zurück behalten werden.

Verjährung.

Art. 9. Ansprüche auf Zahlung und Erstattung von Verbrauchsabgabe verjähren in einem Jahre von dem Tag des Eintritts der Zahlungspflicht oder der Zahlung ab. Der Anspruch auf Nachzahlung hinterzogener Gefälle verjährt in drei Jahren.

Die Verjährung wird durch jede von der zuständigen Behörde zur Geltendmachung des Anspruchs gegen den Zahlungspflichtigen gerichtete Handlung unterbrochen.

Distilleries agricoles.

Art. 10. Sont considérées comme distilleries agricoles, les distilleries travaillant exclusivement des pommes de terre ou des céréales et employant, en temps d'activité :

1° tous les résidus de la distillation à l'alimentation du bétail attaché à un ou plusieurs établissements ruraux appartenant aux propriétaires ou aux détenteurs de l'usine ou exploités par ceux-ci ;

2° tout l'engrais produit à la fumure des terres possédées ou exploitées par les propriétaires ou les détenteurs de l'usine.

Dans les distilleries en état de pouvoir être exploitées seulement après le 1^{er} juillet 1903, les pommes de terre et les céréales employées comme matière première, devront en outre provenir, en majeure partie, des propriétaires ou des détenteurs mêmes de l'usine. Sont exemptées de cette restriction, les céréales consistant en seigle, froment, sarrasin, avoine et orge. A l'égard des distilleries syndicales établies comme telles après le 1^{er} juillet 1903, les dites matières premières ayant la provenance préindiquée devront, en majeure partie, être fournies par les associés individuellement en proportion de leur participation à la distillerie ; en outre, tous les résidus de la distillerie devront, dans la même proportion, être employés par les associés à la nourriture de leur bétail.

Art. 11. Aux conditions à déterminer par le Gouvernement, le caractère agricole d'une distillerie peut être maintenu, en cas de vente passagère de résidus ou de fumier, ou au cas où il est distillé des matières non-farineuses non-mêlées à *d'autres substances*, dans l'intervalle pendant lequel on ne travaille pas des pommes de terre ni des céréales.

Distilleries de fruits.

Art. 12. Sont considérées comme distilleries de fruits, les distilleries travaillant exclusivement des fruits, des baies ou des résidus de ces substances.

Landwirtschaftliche Brennereien.

Art. 10. Als landwirtschaftliche Brennereien gelten Brennereien, die ausschließlich Kartoffeln oder Getreide verarbeiten und bei ihrem Betriebe:

1° sämtliche Stückstände in einer oder mehreren den Eigentümern oder Besitzern der Brennerei gehörenden oder von ihnen betriebenen Wirtschaften versetzen ;

2° den erzeugten Dünger vollständig auf dem den Eigentümern oder Besitzern der Brennerei gehörenden oder von ihnen bewirtschafteten Grund und Boden verwenden.

Zu den nach dem 1. Juli 1903 betriebsfähig hergerichteten Brennereien müssen außerdem die zur Verarbeitung kommenden Rohstoffe an Kartoffeln und Getreide, mit Ausnahme von Roggen, Weizen, Buchweizen, Hafer und Gerste in der Hauptsache von den Eigentümern oder Besitzern der Brennerei selbst gewonnen sein. Bei Gewerbschaftsbrennereien, die als solche nach dem 1. Juli 1903 entstanden sind, müssen ferner die so gewonnenen Rohstoffe in der Hauptsache von den einzelnen Teilnehmern nach Verhältnis ihrer Beteiligung an der Brennerei geliefert und außerdem die sämtlichen Betriebsrückstände von den Teilnehmern in diesem Verhältnis verfüllt werden.

Art. 11. Nach näherer Bestimmung der Regierung kann der Brennereibetrieb als landwirtschaftlicher auch dann behandelt werden, wenn Schlempe oder Dünker vorübergehend veräußert oder wenn neben Kartoffeln und Getreide im Zwischenbetrieb nichtmehrige Stoffe allein verarbeitet werden

Obstbrennereien.

Art. 12. Als Obstbrennereien gelten Brennereien, die ausschließlich Obst, Beeren oder Stückstände davon verarbeiten.

Les dispositions relatives aux distilleries de fruits s'appliquent également aux distilleries travaillant, soit exclusivement, soit à côté de fruits, baies ou résidus de ces substances, du vin, des lies de vin, du moût, des racines ou des résidus de ces matières ou des résidus de la fabrication de la bière.

Distilleries industrielles.

Art. 13. Sont considérées comme distilleries industrielles toutes les distilleries fabriquant de la levure, ainsi que celles qui n'appartiennent ni aux distilleries agricoles ni aux distilleries de fruits ni aux distilleries assimilées à ces dernières. Toutefois les distilleries qui ont été exploitées, avant le 1^{er} avril 1909, comme distilleries agricoles avec fabrication de levure, conserveront leur caractère agricole tant qu'elles remplissent les conditions des art. 10 et 11.

Distilleries placées sous contrôle.

Art. 14. Sauf les exceptions établies par les art. 15 et 17, les distilleries sont à pourvoir des moyens de contrôle prévus par les art. 69 à 75.

Imposition par voie de forfait.

Art. 15. Les distilleries dont la production par campagne n'excède pas 30 hectolitres d'alcool, peuvent être imposées par voie de forfait, si, avant le 1^{er} octobre 1909, elles étaient en état de pouvoir être exploitées ; dans ce cas, les prescriptions des art. 5, 6, 69 à 80 ne leur sont pas applicables. Conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement, le droit de consommation sera fixé d'avance par l'administration des contributions, à raison de la quantité d'alcool qui peut être fabriquée, en prenant pour base, soit la contenance des cuves déclarées, soit la quantité des matières premières déclarées pour la fabrication de l'eau-de-vie, soit la force de production des appareils mis en usage pendant le temps déclaré. Le droit ainsi fixé sera acquitté, par le distillateur, trois mois après la fabrication de l'eau-de-vie, à moins que l'intéressé ne jouisse de termes de crédit.

Die für Obstbrennereien gegebenen Vorschriften sind in gleicher Weise auf Brennereien anzuwenden, die Wein, Weinhefe, Most, Wurzeln oder Stückstände davon oder von der Bierbereitung ausschließlich oder neben Obst, Beeren oder Stückstände davon verarbeiten.

Gewerbliche Brennereien.

Art. 13. Als gewerbliche Brennereien sind alle Brennereien welche Hefe erzeugen, sowie diejenigen anzusehen, welche weder zu den landwirtschaftlichen Brennereien noch zu den Obstbrennereien und den diesen gleichgestellten Brennereien gehören. Jedoch gelten solche Brennereien, die bereits vor dem 1. April 1909 als landwirtschaftliche Brennereien mit Hefenerzeugung betrieben sind, auch fernerhin als landwirtschaftliche Brennereien, so lange sie die Bedingungen der Art. 10 und 11 erfüllen.

Verschlusshrennereien.

Art. 14. Die Brennereien sind gemäß den Art. 69 bis 75 einzurichten (Verschlusshrennereien), soweit nicht in den Art. 15 u. 17 Ausnahmen vorgesehen sind.

Absindung der Brennereien.

Art. 15. Brennereien, die in einem Betriebsjahr nicht mehr als 30 Hektoliter Alkohol herstellen, können abgefunden werden, sofern sie vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichtet sind ; auf sie finden alsdann die Vorschriften der Art. 5, 6, 69 bis 80 keine Anwendung. Die Verbrauchsabgabe ist noch näherer Bestimmung der Regierung von derjenigen Alkoholmenge, welche aus dem angemeldeten Bottichraum oder der zur Verarbeitung auf Brannwein angemeldeten Stoffmenge hergestellt oder welche während der erklärten Abtriebszeit mit der zum Gebrauch bestimmten Brennvorrückung nach ihrer Leistungsfähigkeit gewonnen werden kann, im Voraus durch die Verwaltungsbehörde bindend festzusetzen und, soweit nicht Stundung eintritt, drei Monate nach Herstellung des Brannweins vom Brennereibesitzer zu entrichten.

Si le redevable tombe en déconfiture, le paiement du droit peut être exigé immédiatement.

Le bénéfice de l'imposition par voie de forfait peut de même, sur demande, être accordé, sous les conditions spéciales à déterminer par le Gouvernement, mais seulement jusqu'au 30 septembre 1918, aux distilleries établies définitivement avant le 1^{er} octobre 1909 et dont la production par campagne excède 30 hl. sans dépasser 75 hl. d'alcool.

Art. 16. L'administration des contributions peut autoriser le placement sous le contrôle administratif, avec sursis de paiement des droits, de l'eau-de-vie produite par une distillerie forfaitaire.

Art. 17. Dans des cas particuliers, il est permis de soumettre une distillerie à l'imposition par voie de forfait basée sur la quantité minima d'alcool à produire et à représenter à l'administration pour la prise en charge (art. 84 et 85).

Surveillance administrative.

Art. 18. L'eau-de-vie et sa fabrication sont placées sous le contrôle de l'administration, à l'effet d'assurer la perception du droit de consommation.

Art. 19. L'eau-de-vie placée sous le contrôle administratif peut être expédiée avec un acquit-à-caution, être admise dans un entrepôt public et être rectifiée dans une fabrique soumise à la surveillance de l'administration. Le Gouvernement réglera l'exécution et déterminera de même les conditions et les mesures de surveillance auxquelles l'eau-de-vie destinée à l'exportation pourra être assujettie à des manipulations ultérieures.

Art. 20. Le contrôle administratif des distilleries, des entrepôts, des fabriques de rectification et des autres établissements dans lesquels l'eau-de-vie est travaillée sous le contrôle administratif, s'exercera sans frais, sans préjudice des dispositions des art. 90 à 92.

La surveillance des travaux dans un entrepôt privé placé sous scellés, se fera sans frais.

Die sofortige Einziehung ist zulässig, wenn der Zahlungspflichtige in Vermögensverfall gerät.

In gleicher Weise können nach näherer Bestimmung der Regierung auf Antrag vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichtete Brennereien noch bis zum 30. September 1918 abgesunden werden, wenn dieselben in einem Betriebsjahr mehr als 30 Hektoliter, aber nicht mehr als 75 Hektoliter Alkohol erzeugen.

Art. 16. Die Steuerverwaltung kann gestatten, daß der in einer abgesundenen Brennerei erzeugte Branntwein unter Abstandnahme von der Erhebung der Verbrauchsabgabe unter amtliche Überwachung gestellt wird.

Art. 17. In besonderen Fällen ist Absindung mit der Maßgabe zulässig, daß die Mindestmenge des zur Auffertigung vorzuführenden Alkohols (Art. 84 und 85) festgesetzt wird.

A m t l i c h e Ü b e r w a c h u n g .

Art. 18. Der Branntwein und seine Herstellung unterliegen zum Zwecke der Erhebung der Verbrauchsabgabe der amtlichen Überwachung.

Art. 19. Unter amtlicher Überwachung stehender Branntwein darf mit Begleitschein versendet, in amtlich zu verschließende Lager aufgenommen und in amtlich überwachten Anstalten gereinigt werden. Die Regierung ordnet die Ausführung und bestimmt auch die Bedingungen und Überwachungsmaßnahmen, unter denen der Branntwein zum Zwecke der Ausfuhr weiter bearbeitet werden darf.

Art. 20. Die amtliche Überwachung der Brennereien, Lager, der Reinigungsanstalten und sonstigen Gewerbsanstalten, in denen unter amtlicher Überwachung stehender Branntwein verarbeitet wird, erfolgt, umbeschadet der Vorschriften in den Art. 90 bis 92, gebührenfrei.

Für die Überwachung der Arbeiten in einem Branntweinlager unter amtlichem Mitverschluß werden Gebühren nicht erhoben.

Dénaturation de l'eau-de-vie.

Art. 21. La dénaturation de l'eau-de-vie s'opérera sous le contrôle administratif ; elle est soit complète, soit partielle ; dans le premier cas, elle est considérée comme suffisante par elle-même pour rendre l'eau-de-vie impropre à la consommation de bouche ; dans le second cas, elle doit être suivie de mesures ultérieures tendant à empêcher tout usage abusif de l'eau-de-vie incomplètement dénaturée.

Chap. II. — Contingent.

Contingent total.

Art. 22. Le contingent total sera fixé à nouveau, d'abord, dans le courant de la campagne de 1910/11, et ensuite au cours de chaque cinquième année, pour les cinq campagnes suivantes (période de répartition du contingent), à 4 litres d'alcool par tête d'habitant, en prenant pour base le dernier recensement connu de la population.

Art. 23. Ne peuvent participer au contingent que les distilleries agricoles et les distilleries de fruits. Les distilleries industrielles en sont exclues.

Parts de contingent.

I. Dispositions générales.

Art. 24. Les distilleries agricoles et les distilleries de fruits qui passent à l'exploitation industrielle (art. 13) ne peuvent être imposées au taux réduit du droit, du chef de l'alcool qu'elles produisent. Si les distilleries agricoles passent à la fabrication de la levure, il n'y aura lieu qu'à une réduction de leur contingent (art. 30, 35).

Art. 25. Les distilleries agricoles et les distilleries de fruits qui, pendant une campagne, produisent une quantité d'alcool ne dépassant pas 10 hl. (petites distilleries), ne seront pas comprises individuellement dans la répartition du contingent ; elles sont admises à distiller toute leur production au taux réduit du droit.

II. Fixation des parts de contingent.

Art. 26. Les parts de contingent allouées en 1910/11, seront maintenues jusqu'au 30 sep-

Vergällung des Brantweins.

Art. 21. Die Vergällung (Denaturierung) des Brantweins erfolgt unter amtlicher Überwachung ; sie ist entweder vollständig, d. h. eine solche, die an sich als genügend erachtet wird, den Brantwein zum Trinkgebrauch unverwendbar zu machen, oder unvollständig, d. h. eine solche, neben der weitere Maßnahmen zur Verhütung der missbräuchlichen Verwendung des Brantweins zu treffen sind.

Zweiter Abschnitt. — Contingent.

Gesamtkontingent.

Art. 22. Das Gesamtkontingent wird anderweit zuerst im Betriebsjahr 1910/11 und demnächst in jedem fünften Jahre für die folgenden fünf Betriebsjahre (Kontingenabschnitt) auf 4 Liter Alkohol für den Kopf der bei der letzten Volkszählung ermittelten Bevölkerung festgesetzt.

Art. 23. Am Gesamtkontingent nehmen nur landwirtschaftliche und Obstbrennereien Anteil. Davon ausgeschlossen sind die gewerblichen Brennereien.

Ginzekontingente.

I^e Allgemeine Vorschriften.

Art. 24. Landwirtschaftliche Brennereien und Obstbrennereien, die zum gewerblichen Betriebe (Art. 13) übergehen, dürfen Brantwein zu dem niedrigeren Abgabensatz nicht herstellen. Bei landwirtschaftlichen Brennereien, die zur Hefenerzeugung übergehen, tritt jedoch nur eine Kürzung des Kontingents ein. (Art. 30, 35.)

Art. 25. Landwirtschaftliche Brennereien und Obstbrennereien, die in einem Betriebsjahr nicht mehr als 10 Hektol. Alkohol herstellen (kleinbrennereien), werden zum Kontingente nicht veranlagt und dürfen ihr gesamtes Erzeugnis zum niedrigeren Abgabensatz herstellen.

2^e Festsetzung der Ginzekontingente.

Art. 26. Die im Betriebsjahr 1910/11 festgesetzten Kontingente bleiben, unbeschadet der Vor-

tembre 1916, sans préjudice des dispositions de l'art. 35. — Pour la période de répartition suivante, la fixation à nouveau des parts de contingent se fera en 1915/16. Dans la suite il sera procédé de cinq à cinq années à une nouvelle répartition du contingent à fabriquer au taux réduit, entre les distilleries ayant déjà joui d'une part de contingent et entre les distilleries agricoles (art. 10) et les distilleries de fruits (art. 12) nouvellement établies pendant la dernière période. Les petites distilleries (art. 26) n'y seront pas comprises. — La nouvelle fixation aura lieu, dans le courant de la dernière année de chaque période de répartition (Kontingentsabschnitt), pour la durée des cinq années suivantes.

Procédé normal de répartition.

Art. 27. Pour les distilleries ayant déjà joui d'une part de contingent, on prendra pour base de répartition la moyenne annuelle des quantités d'alcool qu'elles ont fabriquées au taux réduit pendant les cinq dernières campagnes.

Art. 28. Les distilleries qui, pendant une ou plusieurs de ces cinq années, n'auront pas produit leur contingent, ou ne l'auront produit que partiellement, seront néanmoins censées l'avoir produit en entier, pourvu qu'elles aient produit l'intégralité de leur contingent pendant au moins une des cinq dernières années.

Art. 29. Pour les distilleries de fruits, on considérera les contingents comme ayant été produits en entier, même dans le cas où pendant les cinq dernières années ces contingents n'auraient pas été produits ou ne l'auraient été que partiellement.

Art. 30. Les quantités d'alcool à attribuer à chaque distillerie sera diminuée :

1° des trois septièmes, pour les distilleries de grains travaillant des moûts épais, qui dans le courant des cinq dernières campagnes auront passé à la fabrication de levure d'après le procédé dit de Vienne; de deux tiers, s'il a été fait usage du procédé consistant dans le travail de moût filtré (Würzeversfahren);

schriften in dem Art. 35, bis zum 30. September 1916 in Geltung. Für den folgenden Kontingentsabschnitt erfolgt die Neufestsetzung im Betriebsjahre 1915/16. Demnächst werden von fünf zu fünf Jahren für die einzelnen am Kontingente bereits beteiligten Brennereien und für die inzwischen entstandenen landwirtschaftlichen Brennereien (Art. 10) und Obstbrennereien (Art. 12), mit Ausnahme der Kleinbrennereien, die Jahresmengen Braunitwein, die sie zu dem niedrigen Abgabensaße herstellen dürfen, neu bemessen. Die Neufestsetzung erfolgt im Laufe des letzten Jahres des jeweiligen Kontingentsabschnittes für die folgenden fünf Betriebsjahre.

Regelmäßiges Verfahren.

Art. 27. Für die am Kontingente bereits beteiligten Brennereien werden die von ihnen in den letzten fünf Betriebsjahren durchschnittlich zum niedrigeren Abgabensaße hergestellten Alkoholmengen in Rechnung gestellt.

Art. 28. Bei Brennereien, die in einem oder mehreren der fünf Jahre ihre Kontingente überhaupt nicht oder nicht vollständig hergestellt haben, werden für diese Jahre gleichwohl die vollen, den Kontingenzen entsprechenden Alkoholmengen, als hergestellt angenommen, wenn wenigstens in einem der fünf Jahre die Kontingente vollständig hergestellt worden sind.

Art. 29. Bei Obstbrennereien werden die ihren Kontingenzen entsprechenden Alkoholmengen auch dann als hergestellt angenommen, wenn diese in den letzten fünf Betriebsjahren überhaupt nicht oder nicht vollständig hergestellt worden sind.

Art. 30. Die für die einzelne Brennerei in Rechnung zu stellende Alkoholmenge wird:

1) wenn eine dickeischende Betriebsbrennerei während der letzten fünf Betriebsjahre zur Hefenerzeugung nach dem Wiener Verfahren übergegangen ist, um drei Siebentel, wenn sie zur Hefenerzeugung nach dem Würzeverfahren (Lösungsverfahren) übergegangen ist, um zwei Drittel;

2^e de la moitié, pour les distilleries qui, ayant travaillé antérieurement d'autres substances que des céréales, auront passé, dans la dernière période quinquennale, à la fabrication de levure d'après le procédé de Vienne ; de deux tiers, si elles ont adopté le procédé de fabrication de levure par le travail de moût filtré ; d'un huitième, si elles ont passé à l'emploi de céréales sans fabrication de levure ;

3^e de la moitié, pour les distilleries qui, dans la dite période, ont passé à la fabrication de levure d'après le procédé de Vienne à la fabrication de levure par le travail de moût filtré.

Si le changement dans la fabrication n'a été que partiel, il n'y aura lieu qu'à une réduction correspondante. En cas d'un nouveau changement du même genre, une réduction ultérieure n'aura lieu que pour autant qu'il n'ait pas été tenu compte du changement dans la fabrication à l'occasion de la réduction antérieure.

Attribution première d'un contingent et revision d'anciens contingents particuliers.

Art. 31. Il y a lieu à fixation spéciale d'un contingent :

1^e pour les distilleries agricoles et les distilleries de fruits nouvellement établies et en état de pouvoir être exploitées au commencement de la dernière année de chaque période de répartition quinquennale ;

2^e pour les distilleries agricoles ayant jusque-là participé au contingent, dont la situation économique aura subi, pendant les cinq dernières campagnes, une modification essentielle, soit par diminution, soit par augmentation de la contenance des terrains régulièrement labourés ou autrement mis en culture ;

3^e pour les distilleries agricoles ayant participé au contingent, en qualité de distilleries de céréales à mûts épais, qui pendant les cinq dernières années auront passé définitivement à l'emploi de pommes de terre dans la fabrication ;

4^e pour les distilleries agricoles auxquelles il n'aura pas été tenu compte, à l'occasion de la fixation spéciale antérieure de leur part de contingent, de modifications essentielles dans la contenance des terrains mis en culture ;

2) wenn eine Brennerei, die zuvor andere Stoffe als Getreide verarbeitet hat, in dieser Zeit zur Hefenerzeugung nach dem Wiener Verfahren übergegangen ist, um die Hälfte, wenn sie zur Hefenerzeugung nach dem Würzerverfahren übergegangen ist, um zwei Drittel und wenn sie zur Getreideverarbeitung ohne Hefenerzeugung übergegangen ist, um ein Achtel ;

3) wenn eine Brennerei in dieser Zeit von der Hefenerzeugung nach dem Wienerverfahren zur Hefenerzeugung nach dem Würzerverfahren übergegangen ist, um die Hälfte gekürzt.

Hat der Übergang nur teilweise stattgefunden, so erfolgt Kürzung zu einem entsprechenden Teile. Bei Wiederholung eines Betriebswechsels derselben Art findet eine nochmalige Kürzung nur insoweit statt, als die Änderung der Betriebsart bei der früheren Kürzung noch nicht berücksichtigt ist.

Beranlagung zum Kontingente.

Art. 31. Die Beranlagung zum Kontingente findet statt :

1) für die bis zum Beginne des letzten Jahres des jeweiligen Kontingentsabschnitts neu entstandenen und betriebsfähig hergerichteten landwirtschaftlichen Brennereien und Obstbrennereien ;

2) für diejenigen am Kontingente bereits beteiligten landwirtschaftlichen Brennereien, deren wirtschaftliche Lage durch Verringerung oder Vergrößerung der regelmäig bearbeiteten oder sonst landwirtschaftlich genutzten Fläche während der letzten fünf Betriebsjahre eine wesentliche Veränderung erfahren hat ;

3) für diejenigen landwirtschaftlichen Brennereien, welche als dickmaischende Getreidebrennereien am Kontingente beteiligt waren und im Laufe der fünf letzten Jahre dauernd zur Verarbeitung von Kartoffeln übergegangen sind ;

4) für diejenigen landwirtschaftlichen Brennereien, bei deren früheren Beranlagung wesentliche Veränderungen der landwirtschaftlich genutzten Fläche unberücksichtigt geblieben sind ;

5° pour les distilleries agricoles dont la part de contingent se trouve dans une disproportion particulièrement forte, d'un côté avec la contenance des terrains mis en culture, de l'autre, avec la situation économique de leur exploitation et avec la part de contingent d'autres distilleries de même importance économique situées dans la même circonscription administrative, pourvu que le propriétaire le demande.

Art. 32. Pour les distilleries désignées à l'art. 31, il y aura lieu de déterminer, sur l'avis de deux experts à nommer par l'administration et à choisir parmi les propriétaires de distilleries agricoles, la quantité d'alcool répondant à la force de production de leur installation distillatoire, en tenant compte, s'il s'agit de distilleries agricoles, de la superficie des terrains labourés ou autrement mis en culture et de l'ensemble des conditions économiques de l'exploitation, comme aussi de l'importance d'autres distilleries participant au contingent.

De la quantité ainsi déterminée, il y a lieu de porter en compte la quotité correspondant à la proportion qui, dans les distilleries de la même espèce participant au contingent sans fixation spéciale, aura existé entre leur production totale et la moyenne annuelle des quantités d'alcool fabriquées au taux réduit pendant les cinq dernières années.

Art. 33. Les parts de contingent ne pourront dépasser 15,000 litres d'alcool pur pour une distillerie agricole et 5,000 litres pour une distillerie de fruits.

Art. 34. A l'occasion de la prochaine répartition, les parts de contingent spécialement attribuées en vertu des art. 30 et 33, entreront également en ligne de compte pour la dernière année de la période de répartition précédente.

Art. 35. Sans préjudice de la fixation définitive des parts de contingent à l'expiration de chaque période de répartition, les réductions de contingent prévues à l'art. 30 pour le cas de la fixation spéciale des parts de contingent,

5) auf Antrag des Brennereibesitzers für diejenigen landwirtschaftlichen Brennereien, deren Kontingen in einem besonders starken Mißverhältnisse zu ihrer landwirtschaftlich genutzten Fläche, zu dem wirtschaftlichen Bedürfnis und zu dem Kontingente wirtschaftlich gleichgesetzter Brennereien, welche in demselben Verwaltungsbezirk gelegen sind, steht.

Art. 32. Für die in Art. 31 bezeichneten Brennereien ist nach dem Umfang ihrer Betriebsanrichtungen, bei landwirtschaftlichen Brennereien unter Berücksichtigung der beackerten oder sonst landwirtschaftlich genutzten Fläche und der gesamten landwirtschaftlichen Verhältnisse sowie des Betriebsumfanges anderer am Kontingente beteiligter Brennereien, nach Anhörung von zwei von der Regierung zu ernennenden Sachverständigen aus den Kreisen der Besitzer landwirtschaftlicher Brennereien diejenige Alkoholmenge zu ermitteln, deren jährliche Herstellung als angemessen zu erachten ist.

Von dieser Menge ist derjenige Teil in Rechnung zu stellen, welcher dem Verhältnis entspricht, das in den ohne Veranlagung am Kontingente zu beteiligenden Brennereien derselben Art zwischen ihrer Gesamterzeugung und der von ihnen zum niedrigen Abgabensatz hergestellten Alkoholmenge während der letzten fünf Jahre durchschnittlich bestanden hat.

Art. 33. Das Kontingent einer landwirtschaftlichen Brennerei darf 15,000 Liter, dasjenige einer Obstbrennerei 5,000 Liter Alkohol nicht übersteigen.

Art. 34. Die auf Grund der Art. 30—33 neu zugeteilten Kontingente sind bei der nächsten Neubemessung auch für das letzte Jahr des vorangegangenen Kontingentsabschnittes in Rechnung zu stellen.

Art. 35. Die im Art. 30 für den Fall der Neufestsetzung der Einzellkontingente vorgesehenen Kontingentsminderungen sind, unbeschadet der endgültigen Festsetzung der Kontingente am Schlusse jedes Abschnitts, nach den dort bezeichneten Grund-

auront déjà lieu à la fin de chaque campagne, conformément aux principes posés par l'article précédent.

Art. 36. Il est loisible aux distilleries de fruits auxquelles il n'a pas été attribué une part de contingent ou seulement une part n'excédant pas 10 hl. d'alcool, de distiller au taux réduit, pendant telles années à leur convenance de la période de répartition, une quantité d'alcool de 10 hl. pour chacune des années de la dite période.

Les distilleries de fruits désignées à l'art. 12, al. 1^{er}, ayant une part de contingent dépassant 10 hl. sans excéder 50 hl. d'alcool, peuvent distiller la quotité de leur contingent non utilisée pendant une année, dans le courant de la prochaine campagne ou de la campagne qui suit immédiatement cette dernière durant la période de répartition. De la même manière, les distilleries de l'espèce peuvent, dans les limites de la même période de répartition, distiller d'avance le contingent d'une année joint à celui des deux années subséquentes.

Fabrication d'eau-de-vie pour des tiers-propriétaires de fruits.

Art. 37. Si des propriétaires de fruits, vin ou marcs de raisins, de leur provenance, ainsi que de baies et racines, qui ne possèdent pas eux-mêmes de distillerie, entendent distiller les matières prédisignées dans la distillerie d'un tiers, il pourra, aux conditions à déterminer par le Gouvernement, leur être permis de fabriquer au taux réduit, pendant les années à leur convenance de la période de répartition, une quantité d'alcool de 50 litres pour chacune des années de la dite période.

Chap. III. — Droit d'exploitation.

Montant du droit.

Art. 38. Indépendamment du droit de consommation, il sera perçu, à raison des quantités d'alcool produites, un droit d'exploitation s'élevant par hectolitre d'alcool :
pour la production de 50 hl. à 5,00 fr. (4,00 mk.)

sâgen schon am Schlusse jedes Betriebsjahres vorzunehmen.

Art. 36. Obstbrennereien, denen ein Kontingent überhaupt nicht oder in Höhe von nur 10 Hektoliter Alkohol zugewiesen ist, dürfen für jedes Jahr des Kontingentsabschnittes bis zu 10 Hektoliter Alkohol zum niedrigeren Abgabensatz in beliebigen Jahren dieses Abschnittes herstellen.

Obstbrennereien der im Art. 12, Abs. 1, angegebenen Art, die ein Kontingent von mehr als 10, aber nicht mehr als 50 Hektoliter Alkohol haben, dürfen diejenige Kontingentsmenge, welche sie in einem Betriebsjahr nicht abgebrannt haben, im nächsten oder nächstfolgenden Betriebsjahr innerhalb des Kontingentsabschnittes mitabrennen. Ebenso dürfen Obstbrennereien dieser Art das Kontingent eines Jahres mit dem der folgenden zwei Jahre innerhalb desselben Kontingentsabschnittes im Voraus abbrennen.

Branntwinerzeugung auf einer fremden Brennvorrichtung.

Art. 37. Wollen Besitzer von selbsterzeugtem Obst, Wein oder von selbst gewonnenen Exestern sowie von Beeren und Wurzeln diese Stoffe auf einer fremden Brennvorrichtung verarbeiten, weil sie eine eigene Brennvorrichtung nicht haben, so darf ihnen dazu nach näherer Bestimmung der Regierung gestattet werden, für jedes Jahr des Kontingentsabschnittes bis zu 50 Liter Alkohol zum niedrigeren Verbrauchsabgabensatz in beliebigen Jahren dieses Abschnittes herzustellen.

Dritter Abschnitt. — Betriebsauflage.

H b h e.

Art. 38. Außer der Verbrauchsabgabe wird von der erzeugten Alkoholmenge eine Betriebsauflage erhoben und zwar für die Erzeugung :

bis zu 50 Hektol. 5,00 Fr. (Mf. 4,00)

» de plus de 50 à 100 hl. à 5,625 fr. (4,50 mk.)	Über 50 bis 100 "	100 "	5,625 "	(" 4,50)
» " 100 à 150 » 6,25 » (5,00 »)	100 "	150 "	6,25 "	(" 5,00)
» " 150 à 200 » 6,875 » (5,50 »)	150 "	200 "	6,875 "	(" 5,50)
» " 200 à 300 » 7,50 » (6,00 »)	200 "	300 "	7,50 "	(" 6,00)
» " 300 à 400 » 8,125 » (6,50 »)	300 "	400 "	8,125 "	(" 6,50)
» " 400 à 600 » 8,75 » (7,00 »)	400 "	600 "	8,75 "	(" 7,00)
» " 600 à 800 » 9,375 » (7,50 »)	600 "	800 "	9,375 "	(" 7,50)
» " 800 à 1000 » 10,00 » (8,00 »)	800 "	1000 "	10,00 "	(" 8,00)
» " 1000 à 1200 » 10,625 » (8,50 »)	1000 "	1200 "	10,625 "	(" 8,50)
» " 1200 à 1400 » 11,25 » (9,00 »)	1200 "	1400 "	11,25 "	(" 9,00)
» " 1400 à 1600 » 11,875 » (9,50 »)	1400 "	1600 "	11,875 "	(" 9,50)
» " 1600 à 1800 » 12,50 » (10,00 »)	1600 "	1800 "	12,50 "	(" 10,00)
» " 1800 à 2000 » 13,125 » (10,50 »)	1800 "	2000 "	13,125 "	(" 10,50)
» " 2000 à 2200 » 13,75 » (11,00 »)	2000 "	2200 "	13,75 "	(" 11,00)
» " 2200 à 2400 » 14,375 » (11,50 »)	2200 "	2400 "	14,375 "	(" 11,50)
» " 2400 à 2600 » 15,00 » (12,00 »)	2400 "	2600 "	15,00 "	(" 12,00)
» " 2600 à 2800 » 15,625 » (12,50 »)	2600 "	2800 "	15,625 "	(" 12,50)
» " 2800 à 3000 » 16,25 » (13,00 »)	2800 "	3000 "	16,25 "	(" 13,00)
» " 3000 " . . . 17,50 » (14,00 »)	3000 "	. . .	17,50 "	(" 14,00)

vom Hektoliter Alkohol.

Art. 39. Le droit d'exploitation (art. 38) s'augmente, par hectolitre d'alcool:

1° de 3,75 fr. (3,00 mk.), pendant les mois dans lesquels une distillerie fabrique de la levure;

2° de 3,75 fr. (3,00 mk.), pour la quantité d'alcool produite, dans la période du 16 juin au 15 septembre incl., par les distilleries agricoles qui travaillent, dans le courant de la campagne, des pommes de terre ou du maïs, sans préjudice de l'augmentation sub n° 1 ;

Cette augmentation est également applicable, pour autant que le temps d'activité de la distillerie aura dépassé 8 $\frac{1}{2}$ mois dans l'intervalle du 16 septembre au 15 juin ;

3° de 5 fr. (4 mk.), pour les distilleries industrielles, sans préjudice de l'augmentation sub n° 1 ;

4° de 6,25 fr. (5 mk.), pour les distilleries nouvellement établies après le 1^{er} juillet 1909 et travaillant la betterave ou la cellulose, sans préjudice des augmentations sub n° 1 et 3.

Art. 40. Sont affranchies du droit d'exploitation :

Art. 39. Die Betriebsauflage (Art. 38) erhöht sich:

1) während der Monate in denen eine Brennerei mit Hefenerzeugung betrieben wird, um 3,75 Fr. (Mk. 3);

2) bei landwirtschaftlichen Brennereien, die im Laufe des Betriebsjahrs Kartoffeln oder Mais verarbeiten, für den in der Zeit vom 16. Juli bis einschließlich 15. September hergestellten Branntwein, unbeschadet der Vorschrift in Nr. 1 um 3,75 Fr. (Mk. 3);

Diese Erhöhung findet auch statt, soweit der Betrieb vom 16. September bis einschließlich 15. Juni, 8 $\frac{1}{2}$ Monate überschreitet;

3) bei gewerblichen Brennereien, unbeschadet der Vorschrift in Nr. 1, um 5 Fr. (Mk. 4) für das Hektoliter Alkohol;

4) bei den nach dem 1. Juli 1909 neu entstehenden Brennereien, die Rüben- oder Zellstoffe verarbeiten, unbeschadet der Vorschriften in Nr. 1 und 3, um 6,25 Fr. (Mk. 5) für das Hektoliter Alkohol.

Art. 40. Von der Betriebsauflage befreit sind:

1^e les petites distilleries montées avant le 1^{er} octobre 1909 de façon à pouvoir être activées, pour une production annuelle ne dépassant pas 10 hl. d'alcool ;

2^e les personnes désignées à l'art. 37, pour une production annuelle ne dépassant pas 50 l. d'alcool ;

3^e les petites distilleries nouvellement établies après le 30 septembre 1909 et ne produisant pas annuellement plus de 30 l. d'alcool, pour cette production annuelle.

Art. 41. Le droit d'exploitation prévu aux art. 38 et 39 se réduit :

1^e pour les distilleries en état de pouvoir être exploitées avant le 1^{er} octobre 1909,

au dixième, si leur production annuelle dépasse 10 hl. sans excéder 50 hl. d'alcool,

aux deux dixièmes, si leur production annuelle dépasse 50 hl. sans excéder 100 hl. d'alcool,

aux trois dixièmes, si leur production annuelle dépasse 100 hl. sans excéder 200 hl. d'alcool,

aux huit dixièmes, si leur production annuelle dépasse 100 hl. sans excéder 300 hl. d'alcool ;

2^e pour les distilleries en état de pouvoir être exploitées avant le 1^{er} octobre 1909 qui travaillent exclusivement le seigle, le froment, le sarrasin, l'avoine ou l'orge,

aux huit dixièmes, si leur production annuelle dépasse 300 hl. sans excéder 600 hl. d'alcool ;

3^e pour les distilleries syndicales agricoles ayant existé comme telles avant le 1^{er} juillet 1903,

aux huit dixièmes, à raison de leur force de production de cette époque.

Excédent de production.

Art. 42. Pour l'eau-de-vie produite en sus de la production moyenne (art. 50 et ss.), le droit d'exploitation fixé pour chaque distillerie par les art. 38, 39 et 41, s'augmente de cinq dixièmes et au minimum par hectolitre d'alcool,

1^e à 27,50 fr. (22,00 mk.) pour les distilleries industrielles ;

2^e à 22,50 fr. (18,00 mk.) pour les autres distilleries, à l'exception des distilleries travaillant

1) Vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichtete Kleinbrennereien, für eine Jahreserzeugung von nicht mehr als 10 Hektoliter;

2) die im Art. 37 bezeichneten Brenner, für eine Jahreserzeugung von nicht mehr als 50 Liter Alkohol;

3) nach dem 30 September 1909 betriebsfähig hergerichtete Kleinbrennereien, die in einem Betriebsjahr nicht mehr als 30 Liter Alkohol erzeugen, für diese Jahreserzeugung.

Art. 41. Die in den Art. 38, 39 vorgesehene Betriebsauflage wird ermäßigt :

1) für die vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichteten Brennereien mit einer Jahreserzeugung,

von mehr als 10, aber nicht mehr als 50 Hektoliter, auf ein Zehntel,

von mehr als 50, aber nicht mehr als 100 Hektoliter Alkohol auf zwei Zehntel,

von mehr als 100, aber nicht mehr als 200 Hektoliter Alkohol auf drei Zehntel,

von mehr als 200, aber nicht mehr als 300 Hektoliter Alkohol auf acht Zehntel ;

2) für die vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichteten Brennereien, die ausschließlich Roggen, Weizen, Buchweizen, Hafer oder Gerste verarbeiten, bei einer Jahreserzeugung von mehr als 300, aber nicht mehr als 600 Hektoliter, auf acht Zehntel ;

3) für landwirtschaftliche Genossenschaftsbrennereien, die als solche bereits vor dem 1. Juli 1903 bestanden haben, für den Umsfang des damaligen Betriebs, auf acht Zehntel.

N e b e r b r a n d.

Art. 42. Für den außerhalb des Durchschnittsbrandes (Art. 50 u. ff.) hergestellten Branntwein (Überbrand) erhöht sich die auf Grund der Art. 38, 39, 41 für die einzelne Brennerei berechnete Betriebsauflage um fünf Zehntel, jedoch

1) bei den gewerblichen Brennereien mindestens auf 27,50 Fr. (Mf. 22);

2) Bei den übrigen Brennereien, mit Ausnahme derjenigen, welche ausschließlich Wein, Weinhefe,

exclusivement le vin, les lies de vins, les marcs de raisins, les quetsches ou les cerises ;

3° à 31,25 fr. (25,00 mk.) pour les mois pendant lesquels une distillerie fabrique de la te-vure.

Dans le cas où la production moyenne est réduite en vertu de l'art. 56, le droit d'exploitation pour l'excédent de production (Ueberbrand) s'augmente de 1,25 fr. (1,00 mk.) pour chaque centième de la réduction pendant la durée de celle-ci, sans que l'augmentation totale puisse excéder 7,50 fr. (6,00 mk.) par hectolitre d'alcool.

Art. 43. Les petites distilleries (art. 25) et les personnes désignées à l'art. 37 sont soumises à un droit d'exploitation de 0,25 fr. (mk. 0,20) par litre d'alcool, pour l'eau-de-vie qu'elles fabriquent au taux supérieur du droit de consommation.

Bonification du droit d'exploitation.

Art. 44. Les recettes en matière de droit d'exploitation seront affectées en tout ou en partie à l'octroi de bonifications pour l'eau-de-vie dénaturée, soit complètement, soit incomplètement au moyen d'autres substances dénaturantes que le vinaigre, ainsi que pour l'eau-de-vie exportée.

Art. 45. Le taux de bonification pour l'eau-de-vie complètement dénaturée est à porter au double du taux admissible pour l'eau-de-vie incomplètement dénaturée au moyen d'autres substances que le vinaigre. Pour l'eau-de-vie exportée, le taux de bonification ne peut dépasser le taux fixé pour l'eau-de-vie incomplètement dénaturée ; il pourra toutefois être élevé proportionnellement, par disposition spéciale du Gouvernement, pour le temps pendant lequel des bonifications supérieures seraient accordées par les pays étrangers.

Les taux de bonification sont fixés, pour l'eau-de-vie complètement dénaturée à 22,50 fr (mk. 18,00) et pour l'eau-de-vie incomplètement dénaturée à 11,25 fr. (mk. 9,00).

Ces taux de bonifications peuvent, le cas échéant, être augmentés ou réduits par le Gouvernement, à la fin de chaque année pour l'année suivante.

Weintrester, Zwetschen oder Kirschen verarbeiten, mindestens auf 22,50 Fr. (Mk. 18) ;

3) während der Monate, in denen eine Brennerei mit Hefenerzeugung betrieben wird, mindestens auf 31,25 Fr. (Mk. 25) auf das Hektoliter Alkohol.

Wird der Durchschnittsbrand auf Grund des Art. 56 gekürzt, so erhöht sich die Betriebsauflage für den Überbrand für jedes Hunderteil, um das gekürzt wird, auf die Dauer der Kürzung um 1,25 Fr. (Mk. 1), jedoch im Ganzen um nicht mehr als 7,50 Fr. (Mk. 6) für das Hektoliter Alkohol.

Art 43. Kleinbrennereien (Art. 25) und die im Art. 37 bezeichneten Brenner haben eine Betriebsauflage von 0,25 Fr. (Mk. 0,20) für das Liter Alkohol zu entrichten, soweit sie Branntwein herstellen, der dem höheren Verbrauchsabgabensatz unterliegt.

Bergütung der Betriebsauflage.

Art. 44. Aus den Einnahmen an Betriebsauflage werden für vollständig vergällten, für den mit andern Mitteln als Essig unvollständig vergällten und für ausgeführten Branntwein, Vergütungen gezahlt.

Art. 45. Der Vergütungssatz für vollständig vergällten Branntwein ist doppelt so hoch zu bemessen wie für den mit andern Mitteln als Essig unvollständig vergällten Branntwein. Im Falle der Ausfuhr soll der Vergütungssatz den Satz für unvollständig vergällten Branntwein nicht übersteigen; sofern indessen im Zollauslande eine höhere Vergütung gewährt wird, kann er nach näherer Bestimmung der Regierung für die Dauer dieser Begünstigung entsprechend erhöht werden.

Die Vergütungssätze für vollständig vergällten Branntwein sind auf 22,50 Fr. (Mk. 18) und für unvollständig vergällten Branntwein auf 11,25 Fr. (Mk. 9) festgesetzt.

Diese Vergütungssätze können von der Regierung am Ende jedes Jahres für das folgende Jahr erhöht oder ermäßigt werden.

Art. 46. Le Gouvernement est autorisé à appliquer le taux de bonification fixé pour l'eau-de-vie complètement dénaturée :

1^o pour l'eau-de-vie incomplètement dénaturée au moyen d'autres substances dénaturantes que le vinaigre, lorsqu'elle est employée à la fabrication de la céruse et de sels acéteux ;

2^o pour les liqueurs et l'eau-de-vie de quetsches ou de cerises, lorsqu'elles sont exportées en bouteilles d'une contenance d'un litre au plus ou en fûts jaugeant 100 litres au plus.

Art. 47. Conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement, il peut de même être accordé une bonification égale à celle fixée pour l'eau-de-vie exportée, en cas d'exportation d'eau-de-vie potable se trouvant en libre circulation ainsi que de produits à la fabrication desquels il a été employé de l'eau-de-vie ou de l'eau-de-vie incomplètement dénaturée.

Art. 48. Conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement, il pourra être accordé une bonification égale à celle fixée en cas de dénaturation complète d'eau-de-vie, pour l'alcool qui se perd par évaporation ou d'autres effets naturels pendant qu'il se trouve sous le contrôle administratif.

Art. 49. Les art. 5 à 9 inclusivement, 18 et le chap. VII se rapportant au droit de consommation sur l'eau-de-vie sont applicables au droit d'exploitation.

Chap. IV. — Production moyenne.

1^o Anciennes distilleries. — Procédé normal.

Art. 50. Pour les distilleries en état de pouvoir être exploitées avant le 1^{er} octobre 1909, à l'exception des petites distilleries, la production normale annuelle correspondante à leur importance sera déterminée d'après la moyenne annuelle des quantités d'alcool qu'elles ont produites pendant les campagnes de 1906/07 à 1908/09, sans préjudice des exceptions prévues aux art. 51 et ss.

Art. 51. Pour la détermination à faire en exécution de l'art. 50, les années comprises

Art. 46. Die Regierung wird ermächtigt, den Vergütungssatz für vollständig vergällten Branntwein zu gewähren:

1) für Branntwein, der zur Herstellung von Bleiweiß und eissigsauren Salzen mit einem andern Mittel als Essig unvollständig vergällt wird;

2) bei der Ausfuhr von Likör und aus Zwetschen oder Kirschen hergestelltem Branntwein in Flaschen bis zu einem Liter oder in Fässern bis zu 100 Liter Raumgehalt.

Art. 47. Bei der Ausfuhr von Trinkbranntweinen aus dem freien Verkehre sowie von Erzeugnissen, zu deren Herstellung Branntwein, auch unvollständig vergällter Branntwein, verwendet worden ist, kann nach näherer Bestimmung der Regierung eine Vergütung in gleicher Höhe wie bei der Ausfuhr von Branntwein gewährt werden.

Art. 48. Für Branntwein, der unter amtlicher Überwachung durch Verdunstung oder sonst durch natürliche Einstüsse verloren geht, kann nach näherer Bestimmung der Regierung eine Vergütung in derselben Höhe wie für vollständig vergällten Branntwein gewährt werden.

Art. 49. Die in den Art. 5, 6, 7, 8, 9, 18 und im 7. Abschnitt hinsichtlich der Branntweinverbrauchsabgabe gegebenen Vorschriften sind auf die Betriebsauflage entsprechend anzuwenden.

Bierter Abschnitt. — Durchschnittsbrand.

1^o bestehende Brennereien. — Regelmäßiges Verfahren.

Art. 50. Für die vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichteten Brennereien, mit Ausnahme der Kleinbrennereien, wird die ihren Betriebsumfang darstellende Jahresmenge nach dem Durchschnitte der von ihnen in den Betriebsjahren 1906/07 bis 1908/09 erzeugten Alkoholmengen ermittelt und, soweit nicht in den Art. 51 ff. Ausnahmen vorgesehen sind, als Durchschnittsbrand festgesetzt.

Art. 51. Bei der nach Art. 50 vorzunehmenden Ermittlung, bleiben die in die Periode von

dans la période de 1906/07 à 1908/09 pendant lesquelles des distilleries n'ont pas été exploitées, n'entreront pas en ligne de compte pour la fixation de la production normale ou moyenne.

Art. 52. Pour les distilleries auxquelles une part de contingent aura été attribuée en exécution de la présente loi, la production moyenne est à fixer à un chiffre au moins égal au contingent.

Fixation spéciale de la production moyenne.

Art. 53. Pour les distilleries agricoles en état de pouvoir être exploitées avant le 1^{er} octobre 1909 et

1^o dont la situation économique aura subi, pendant les campagnes de 1899/1900 à 1908/09 une modification essentielle, soit par diminution soit par augmentation de la contenance des terrains régulièrement labourés ou autrement mis en culture ou

2^o dont la mise en état de pouvoir être exploitées ne s'est effectuée qu'après le 30 septembre 1899,

la quantité d'alcool représentant leur production moyenne sera déterminée, sur l'avis de deux experts à choisir parmi les propriétaires de distilleries agricoles et à nommer par l'administration des contributions, d'après la force de production de leur installation distillatoire, en tenant compte de la superficie des terrains labourés ou autrement mis en culture et de l'ensemble des conditions économiques de l'exploitation, comme aussi de l'importance d'autres distilleries dont la production normale est à fixer en exécution de l'art. 50. En cas d'augmentation des terres labourables, la fixation spéciale n'aura lieu que sur présentation d'une demande afférente.

Le Gouvernement réglera les mesures d'exécution.

Art. 54. S'il y avait des distilleries dont la situation aurait particulièrement été aggravée par suite de la fixation de leur production moyenne en exécution des art. 50 à 53, le Gou-

1906/07 bis 1908/09 fallenden Jahre, in denen ein Betrieb nicht stattgefunden hat, außer Ansatz.

Art. 52. Für Brennereien, denen auf Grund dieses Gesetzes ein Kontingent zugewiesen wird, ist der Durchschnittsbrand mindestens in Höhe dieses Kontingents festzusetzen.

Veranlagung.

Art. 53. Für landwirtschaftliche vor dem 1. Oktober 1909 betriebsfähig hergerichtete Brennereien:

1) deren wirtschaftliche Lage durch Veränderung oder Vergrößerung der regelrechtl. beachterten oder sonst wirtschaftlich genügenden Fläche während der Betriebsjahre 1899/1900 bis 1908/09 eine wesentliche Veränderung erfahren hat, oder

2) die erst nach dem 30. September 1899 betriebsfähig hergerichtet worden sind,

ist die den Durchschnittsbrand darstellende Jahresmenge nach dem Umfang ihrer Betriebseinrichtungen unter Berücksichtigung der beachterten oder sonst landwirtschaftlich genügenden Fläche und der gesamten wirtschaftlichen Verhältnisse sowie des Betriebsumfangs anderer auf Grund der Vorschriften in den Art. 50 und 51 am Durchschnittsbrande zu beteiligender Brennereien nach Aufführung von zwei von der Steuerverwaltung aus den Kreisen der Besitzer landwirtschaftlicher Brennereien zu ernennenden Sachverständigen zu ermitteln. Im Falle der Vergrößerung der Ackerfläche erfolgt die Veranlagung nur auf Antrag.

Die Grundsätze für die Veranlagung bestimmt die Regierung.

Art. 54 Ergeben sich für einzelne Brennereien aus der Bemessung des Durchschnittsbrandes nach den Vorschriften in den Art. 50 bis 53 besondere Härten, so kann die Regierung zu ihrer Beseitigung

vernement pourra y remédier par l'octroi d'une augmentation de leur production moyenne à partir du 1^{er} octobre 1913.

L'import total des augmentations de l'espèce ne peut dépasser 1000 hl d'alcool ; de plus, ne peuvent être accueillies que les demandes afférentes présentées à l'administration des contributions avant le 1^{er} octobre 1912.

Art. 55. Dans les cas prévus par les art. 50 à 54, la production moyenne sera fixée sans limite de durée.

Art. 56. Le Gouvernement, en prenant en considération la consistance des stocks d'eau-de-vie accumulés et l'importance de la consommation d'eau-de-vie de la campagne précédente, pourra augmenter ou diminuer la production moyenne des distilleries pour la durée de la campagne dans telle proportion à déterminer en centièmes de la production moyenne, sans que celle-ci puisse être réduite au-dessous des contingents particuliers.

2^e Distilleries nouvellement établies.

Art. 57. Les distilleries nouvelles en état de pouvoir être exploitées après le 30 septembre 1909, sont soumises au droit d'exploitation sur les excédents de production (art. 42) à raison des quantités d'eau-de-vie produites en dehors du contingent (art. 22 et ss.). Néanmoins, lorsque la production moyenne fixée en exécution des art. 50 à 54 sera augmentée pour une ou plusieurs années par application de l'art. 56, elles bénéficieront de cette augmentation dans la même proportion que les anciennes distilleries.

Changement du mode d'exploitation.

Art. 58. Les distilleries agricoles et les distilleries de fruits qui passent à l'exploitation industrielle perdent la moitié de leur production moyenne.

Dénaturation obligatoire.

Art. 59. Sont à dénaturer complètement :

1^e la partie de la production qui excède les trente-cinq centièmes de la production moyenne des distilleries fabriquant de la levure par le travail des mouts filtrés ;

ung eine Erhöhung des Durchschnittsbrandes vom 1. Oktober 1913 ab eintreten lassen.

Der Gesamtbetrag der Erhöhung darf 1000 Hektoliter Alkohol nicht übersteigen ; auch dürfen nur Anträge berücksichtigt werden, die vor dem 1. Oktober 1912 bei der zuständigen Verwaltungsbhörde eingegangen sind.

Art. 55. Der Durchschnittsbrand wird in den Fällen der Art. 50 bis 54 ohne zeitliche Begrenzung festgesetzt.

Art. 56. Die Regierung kann unter Berücksichtigung der angesammelten Branntweinbestände und des Verbrauchs an Branntwein im Vorjahr festsetzen, um wieviel Hundertteile der Durchschnittsbrand der einzelnen Brennereien für die Dauer des Betriebsjahres zu erhöhen oder unbeschadet des Kontingents zu kürzen ist.

2. Neuentstehende Brennereien.

Art. 57. Nach dem 30. September 1909 betriebsfähig hergerichtete Brennereien haben für allen außerhalb des Kontingents (Art. 22 u.ff.) hergestellten Branntwein die Betriebsauflage für den Überbrand (Art. 42) zu entrichten. Sofern indessen der gemäß Art. 50 bis 54 festgesetzte Durchschnittsbrand auf Grund des Art. 56 in den einzelnen Jahren über 100 Hundertteile hinaus erhöht wird, nehmen sie an der Erhöhung in demselben Verhältnis teil, wie die älteren Brennereien.

Wechsel im Betriebe.

Art. 58. Landwirtschaftliche Brennereien und Obstbrennereien, die zum gewöhnlichen Betrieb übergehen, verlieren ihren Durchschnittsbrand zur Hälfte.

Vergällungspflicht.

Art. 59. Vollständig zu vergällen ist:

1) bei den Brennereien, die Hefe nach dem Würzeverfahren herstellen, derjenige Teil ihrer Erzeugung, welcher über 35 Hundertteile des Durchschnittsbrandes hinausgeht ;

2^e la partie de la production qui excède les 70 centièmes de la production moyenne des autres distilleries.

Pour les distilleries participant au contingent, il y a toutefois lieu d'affranchir de la dénaturation obligatoire au moins la partie de l'eau-de-vie produite dans les limites du contingent.

Les distilleries qui travaillent la totalité ou la majeure partie de leur production de façon à en faire de l'eau-de-vie potable d'une force alcoolique ne dépassant pas 50 degrés et qui soignent elles-mêmes la vente de ces produits, ne tombent pas sous l'application des dispositions des al. 1^e et 2^e; elles sont à exempter, sur demande, de la dénaturation obligatoire, à raison de la quantité d'alcool correspondante à la moyenne annuelle des campagnes de 1904/05 à 1908/09, qu'elles justifient avoir transformée elles-mêmes en eau-de-vie potable et avoir écoulée.

Les demandes de l'espèce ne peuvent être prises en considération qu'en cas de présentation avant le 1^{er} juillet 1912.

L'obligation de dénaturation est considérée comme remplie dans les cas prévus à l'al. 1^e, n° 2, si l'eau-de-vie *soumise* à la dénaturation a été exportée, ou s'il est justifié qu'une quantité d'eau-de-vie non sujette à la dénaturation a été exportée ou complètement dénaturée. Conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement, l'exportation de produits à la fabrication desquels il a été employé de l'eau-de-vie, sera également portée au compte de la dénaturation.

N'est pas soumise à la dénaturation obligatoire l'eau-de-vie provenant :

1^e de distilleries dont la production annuelle ne dépasse pas 100 hl. d'alcool;

2^e de distilleries de fruits;

3^e de distilleries qui travaillent exclusivement le seigle, le froment, le sarrasin, l'avoine ou l'orge et ne fabriquent pas de la levure d'après le procédé des mouts filtrés.

Le Gouvernement réglera les mesures d'exécution; il est autorisé à augmenter ou à réduire la quantité d'eau-de-vie exemptée de la dénaturation par l'al. 1^e.

2) bei den übrigen Brennereien derjenige Teil der Erzeugung, welcher über 70 Hundertteile des Durchschnittsbrandes hinausgeht.

Bei den am Kontingente beteiligten Brennereien ist jedoch mindestens der Branntwein von der Vergällungspflicht frei zu lassen, der innerhalb des Kontingents erzeugt worden ist.

Bei den Brennereien, die ihr Erzeugnis ganz oder zum überwiegenden Teile zu gebräuchsfertigem Trinkbrautweine von nicht mehr als 50 Hundertteilen Alkoholgehalt verarbeiten und selbst vertreiben, ist auf Antrag an Stelle der nach Abs. 1 oder 2 freibleibenden Alkoholmengen der Branntwein von der Vergällungspflicht freizulassen, der einer Alkoholmenge gleichkommt, welche von diesen Brennereien selbst im Durchschnitte der Betriebsjahre 1904/05 bis 1908/09 nachweislich zu Trinkbranntwein weiter verarbeitet und vertrieben worden ist.

Anträge dieser Art dürfen nur berücksichtigt werden, wenn sie vor dem 1. Juli 1912 gestellt worden sind.

Die Vergällungspflicht gilt in den Fällen des Abs. 1, Nr. 2 als erfüllt, wenn der vergällungspflichtige Branntwein ausgeführt oder wenn nachgewiesen wird, dass eine gleiche Menge Branntwein die der Vergällungspflicht nicht unterlag, vollständig vergällt oder ausgeführt worden ist. Als Ausfuhr von Branntwein gilt nach näherer Bestimmung der Regierung auch die Ausfuhr von Erzeugnissen, zu deren Herstellung Branntwein verwendet worden ist.

Von der Vergällungspflicht befreit ist Branntwein

1) aus Brennereien mit einer Jahreserzeugung von nicht mehr als 100 Hektol. Alkohol;

2) aus Obstbrennereien;

3) aus Brennereien, die ausschließlich Roggen, Weizen, Buchweizen, Hafer oder Gerste verarbeiten und nicht Rose nach dem Würzeversfahren herstellen.

Die näheren Bestimmungen trifft die Regierung; sie wird ermächtigt, die von der Vergällungspflicht befreite Branntweinmenge in den Fällen des Abs. 1 zu erhöhen oder herabzusetzen.

Chap. V. — Contrôle de la production d'eau-de-vie.

Déclaration des appareils de distillation et de rectification.

Art. 60. La fabrication, l'acquisition et la possession d'appareils de distillation ou de rectification sont soumises à une déclaration à faire au bureau du receveur des contributions et des accises du ressort, pour autant que cette déclaration n'a pas déjà été faite en vertu des anciennes dispositions légales ou réglementaires.

Déclaration concernant l'établissement de nouvelles distilleries.

Art. 61. Quiconque entend établir une distillerie est tenu, avant d'en commencer les travaux de construction, d'en remettre les plans de construction à l'administration des contributions. Celle-ci déterminera, surtout quand il s'agit de distilleries à placer sous contrôle, les aménagements intérieurs nécessaires pour assurer la perception du droit de consommation, conformément aux prescriptions des art. 69 à 73. Les mêmes formalités doivent être remplies en cas de reconstruction ou *d'agrandissement* d'une distillerie. Il peut être fait des exceptions en faveur des distilleries imposables par voie de forfait.

Art. 62. Quinze jours au plus tard avant la mise en exploitation première d'une distillerie, le détenteur de celle-ci est tenu de remettre à l'administration des contributions une déclaration écrite appuyée d'un plan des bâtiments de la distillerie et des locaux communiquant avec la distillerie ou y attenant, ainsi que des appareils distillatoires, des vaisseaux servant de réservoir à l'eau-de-vie jusqu'à sa remise officielle (art. 84), des compteurs et des cuves à macération avec l'indication de leur emplacement et aussi de la contenance de chacun des vaisseaux, dans le cas où ce dernier renseignement est demandé par l'administration des contributions.

Le Gouvernement est autorisé à accorder des facilités et à soumettre les distilleries imposables par voie de forfait à l'obligation de déclarer encore d'autres appareils.

Fünfter Abschnitt. — Überwachung der Branntweinherzungung.

Anzeige über die Brenn- und Wiengeräte.

Art. 60. Die Anfertigung, der Erwerb und der Besitz von Brenn- oder Wiengeräten ist der Steuerbehörde anzugeben, soweit dies nicht schon auf Grund der bisherigen Vorschriften geschehen ist.

Anmeldung der Brennerei.

Art. 61. Wer eine Branntweinbrennerei errichten will, hat die Baupläne, bevor mit ihrer Ausführung begonnen wird, der Steuerbehörde vorzulegen. Die Steuerbehörde bestimmt bei Verschlussbrennereien insbesondere, welche baulichen Einrichtungen zur Sicherung der Verbrauchsabgabe nach Maßgabe der Art. 69 bis 73 getroffen werden sollen. Diese Vorschriften sind entsprechend anzuwenden, wenn der Umbau einer Brennerei beabsichtigt wird. Für Abfindungsbrennereien können Ausnahmen zugelassen werden.

Art. 62. Spätestens 14 Tage vor der ersten Öffnung des Betriebs einer Brennerei hat der Brennereibesitzer, soweit dies nicht schon auf Grund der bisherigen Vorschriften geschehen ist, der Steuerbehörde die Brennereiräume und die mit der Brennerei in Verbindung stehenden oder unmittelbar an sie angrenzenden Räume unter Einreichung eines Grundrisses sowie die Brennvorrichtungen, die Gefäße, in denen der Branntwein bis zu seiner Abnahme (Art. 84) aufbewahrt wird, die Meßuhren sowie die Maischbottiche unter Angabe ihrer Stellung und auf Verlangen der Steuerbehörde auch den Einzelraumgehalt der Gefäße nach Litern schriftlich anzumelden.

Die Regierung wird ermächtigt, Erleichterungen zuzulassen und für Abfindungsbrennereien noch andere Geräte der Anmeldepflicht zu unterwerfen.

Jaugeage et numérotage des appareils.

Art. 63. Les vaisseaux déclarés peuvent être jaugés et marqués par l'administration ; ils doivent être pourvus, par le détenteur de la distillerie, d'un numéro et de l'indication de la contenance, conformément aux instructions plus précises du contrôleur divisionnaire. Cette désignation des vaisseaux doit être conservée convenablement et être renouvelée en cas de besoin.

Emplacement fixe des ustensiles de distillerie.

Art. 64. Les ustensiles de distillerie doivent rester établis dans l'intérieur de la distillerie à la place leur assignée sur le plan. Le contrôleur des contributions peut admettre des exceptions.

Cession d'ustensiles de distillerie.

Art. 65. Les détenteurs de distillerie ne peuvent se dessaisir d'ustensiles soumis à la déclaration, d'autres personnes ne peuvent céder à des tiers ni en tout ni en partie des appareils de distillation et de rectification qu'après avoir déclaré au receveur du ressort le nom du preneur et obtenu un récépissé de leur déclaration.

Changements dans l'état des ustensiles et des locaux.

Art. 66. Lorsque le détenteur d'une distillerie voudra changer de place ou faire réparer des ustensiles déclarés ou recevoir d'autres ustensiles soumis à la déclaration, il devra en faire la déclaration préalable au receveur du ressort; la même déclaration doit être faite pour tout changement à apporter aux locaux déclarés.

Changement du détenteur d'une distillerie.

Art. 67. Nul ne peut se mettre en possession d'une distillerie sans en faire dans la huitaine une nouvelle déclaration au receveur du ressort; en cas de cession volontaire, la même déclaration doit être faite par l'ancien possesseur.

Mise sous scellés des ustensiles.

Art. 68. Les appareils de macération et de

Vermessung und Bezeichnung der Brennereigeräte.

Art. 63. Die angemeldeten Gefäße können amtlich vermessen und gestempelt werden; sie sind vom Brennereibesitzer nach näherer Anordnung des Steuerkontrolleurs mit einer Nummer und der Angabe des Raumgehaltes zu versehen. Diese Bezeichnung ist gehörig zu erhalten und nötigenfalls zu erneuern.

Aufbewahrung der Brennereigeräte.

Art. 64. Die angemeldeten Brennereigeräte sind in den Brennereiräumen an den im Grundriss dafür angegebenen Plätzen aufzubewahren. Der Steuerkontrolleur kann Ausnahmen zulassen.

Abtretungen an Dritte von Brennereigeräten.

Art. 65. Besitzer von Brennereien dürfen anmeldepflichtige Brennereigeräte, andere Personen dürfen Brenn- und Wiengerräte weder ganz noch teilweise aus den Händen geben, bevor sie der Hebestelle den Empfänger angezeigt und eine Bescheinigung hierüber erhalten haben.

Veränderungen im Gerätestande.

Art. 66. Sollen angemeldete Brennereigeräte an einem anderen Platz aufgestellt oder geändert werden oder kommen anmeldepflichtige Brennereigeräte in Zugang, so hat der Brennereibesitzer dies der Hebestelle anzugeben. Gleiche Anzeige ist erforderlich über jede Änderung in Aussicht der angemeldeten Räume.

Wechsel im Besitz der Brennerei.

Art. 67. Jeder Wechsel im Besitz einer Brennerei ist der Hebestelle binnen einer Woche vom neuen und in den Fällen freiwilliger Besitzübergang auch vom bisherigen Besitzer anzugeben.

Auflagebrauchsezen von Geräten.

Art. 68. Maischgeräte und Brennereivorrichtungen

distillation pourront être mis sous scellé administratif, pour en empêcher l'usage pendant le temps où ils ne sont pas déclarés pour la fabrication; ils pourront de même être mis hors d'usage sur l'ordre du contrôleur des contributions.

Mesures préventives contre la soustraction clandestine d'eau-de-vie.

Art. 69. Il sera établi dans les distilleries, conformément aux instructions à arrêter par l'administration des contributions, des vaisseaux collecteurs en communication fixe avec l'appareil distillatoire et destinés à recevoir la totalité de l'eau-de-vie fabriquée. L'administration des contributions prendra également toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires pour prévenir une soustraction ou un détournement clandestins de vapeurs alcooliques ou d'eau-de-vie.

Art. 70. Les locaux destinés à l'installation des vaisseaux collecteurs devront répondre aux prescriptions de l'administration des contributions. Les accès de ces locaux devront être agencés de façon à permettre tant l'apposition administrative de cadenas de sûreté que la fermeture privée par le distillateur.

Art. 71. Pour le cas où l'aménagement de locaux propres à l'installation de vaisseaux collecteurs serait impossible ou ne pourrait se faire que moyennant une dépense relativement trop considérable, l'administration pourra ordonner l'établissement, au lieu de vaisseaux collecteurs, de compteurs exacts, à relier solidement à l'appareil distillatoire.

Art. 72. Les compteurs devront indiquer, d'une façon continue, la quantité de l'eau-de-vie sortant de l'appareil distillatoire ainsi que l'alcool y contenu, ou seulement la quantité de l'eau-de-vie tout en retenant des échantillons pour la constatation administrative ultérieure du degré de force de l'eau-de-vie.

Art. 73. L'administration des contributions peut exiger l'établissement simultané de vaisseaux collecteurs et de compteurs; elle peut déterminer d'avance la quantité minima d'alcool à représenter pour l'imposition (art. 84, 85).

ungen dürfen für die Zeit, für die sie nicht zum Brennereibetrieb angemeldet sind, amlich gegen Benutzung gesichert oder durch Anordnung des Steuerkontrolleurs außer Gebrauch gesetzt werden.

Sicherung gegen heimliche Entnahme von Brannwein.

Art. 69. In den Brennereien sind nach näherer Anordnung der Steuerbehörde mit den Brennvorrichtungen in fester Verbindung stehende Sammelgefäße aufzustellen, in die der gesamte gewonnene Brannwein geleitet wird, sowie alle sonstigen Einrichtungen zu treffen, welche die Verwaltungsbehörde zur Sicherung gegen heimliche Ableitung oder Entnahme von alkoholhaltigen Dämpfen oder Brannwein für erforderlich erachtet.

Art. 70. Die Räume zur Aufstellung der Sammelgefäße müssen den Anforderungen der Steuerbehörde entsprechen. Der Zugang muß mit Vorrichtungen zur Anslegung von amtlichen Kunstschlössern sowie eines Privatverschlusses versehen sein.

Art. 71. In Fällen in denen geeignete Räume zur Aufstellung von Sammelgefäßen nicht oder nur mit unverhältnismäßig hohen Kosten eingerichtet werden können, sind auf Anordnung der Steuerbehörde zuverlässige, mit der Brennvorrichtung in fester Verbindung stehende, Meßuhren statt der Sammelgefäße aufzustellen.

Art. 72. Die Meßuhren sollen die Menge des aus der Brennvorrichtung fließenden Brannweins und des darin enthaltenen Alkohols fortlaufend anzeigen oder die Menge des Brannweins anzeigen und die spätere amtliche Ermittlung der Stärke durch Zurückbehaltung von Proben ermöglichen.

Art. 73. Die Steuerbehörde kann die Aufstellung von Sammelgefäßen und zugleich von Meßuhren verlangen; sie kann die Mindestmenge des zur Abfertigung vorzuführenden Alkohols (Art. 84, 85) im voraus bindend festsetzen.

Art. 74. Les appareils distillatoires, les vaisseaux collecteurs et les compteurs ainsi que les tuyaux de conduite qui les relient, de même que les locaux renfermant les vaisseaux collecteurs, devront être placés sous scellé administratif, de telle manière qu'il soit impossible de détourner ou de soustraire clandestinement des vapeurs alcooliques ou de l'eau-de-vie.

Art. 75. Le Gouvernement est autorisé à appliquer un traitement différant des prescriptions des art. 69 à 74, aux distilleries imposées, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, par voie de forfait, ainsi qu'aux distilleries de fruits qui seront établies nouvellement.

Art. 76. L'administration des contributions pourra interdire l'exploitation d'une distillerie aussi longtemps qu'il n'aura pas été satisfait aux prescriptions des art. 69 à 75 et que les instructions y relatives de l'administration n'auront pas été exécutées.

Art. 77. Le détenteur d'une distillerie est tenu d'aménager à ses frais la distillerie conformément aux prescriptions des art. 69 à 75 et de la maintenir dans un état répondant à ces prescriptions.

Frais d'acquisition et d'établissement de vaisseaux-collecteurs et de compteurs.

Art. 78. Pour les distilleries établies avant le 1^{er} octobre 1909 et soumises à l'imposition par voie de forfait jusqu'au 1^{er} octobre 1918, ainsi que dans les cas prévus par l'art. 73, les frais de l'acquisition première de vaisseaux-collecteurs, de compteurs, de tuyaux de protection et de cadenas de sûreté resteront à charge du Trésor public.

Art. 79. Dans les cas de l'art. 78, le Gouvernement est autorisé à mettre également à charge du Trésor public, pour des motifs d'équité, la moitié des frais des constructions modificatives exécutées sur la demande de l'administration, pourvu que les changements de l'espèce aient été effectués avant le 1^{er} octobre 1918.

Art. 74. Die Brennvorrichtungen, Sammelfäße und Messuhren sowie die sic verbindenden Rohrleitungen und die Sammelgefäßräume sind amtlich so zu sichern, daß alkoholhaltige Dämpfe oder Branntwein nicht heimlich abgeleitet oder entnommen werden können.

Art. 75. Die Regierung wird ermächtigt, für Brennereien die bis zum Inkrafttreten dieses Gesetzes der Abfindung unterlegen haben, sowie für neu entstehende Obstbrennereien Anordnungen zu treffen, die von den Vorschriften der Art. 69 bis 74 abweichen.

Art. 76. Die Steuerbehörde kann den Betrieb einer Brennerei untersagen, solange die nach Art. 69 bis 75 erforderlichen amtlichen Sicherungen nicht getroffen und die amtlichen Anordnungen in dieser Hinsicht nicht befolgt sind.

Art. 77. Der Brennereibesitzer ist verpflichtet, die Brennerei auf seine Kosten den Art. 69 bis 75 entsprechend herzurichten und in einem diesen Vorschriften entsprechenden Zustande zu erhalten.

Kosten der Anschaffung von Sammelfäßen.

Art. 78. Für die vor dem 1. Oktober 1909 entstandenen Brennereien, die bis zum 1. Oktober 1918 der Abfindung unterlegen haben, sowie in den Fällen des Art. 73 werden die Kosten der erstmaligen Anschaffung von Sammelfäßen, Messuhren, Überrohren und Kunstschlössern aus der Staatsklasse erstattet.

Art. 79. Die Regierung wird ermächtigt, in den Fällen des Art. 78 aus Gründen der Willigkeit auch die Kosten der auf Verlangen der Steuerbehörde ausgeführten baulichen Änderungen bis zur Hälfte auf die Staatsklasse zu übernehmen, sofern die Änderungen vor dem 1. Oktober 1918 ausgeführt werden.

Cuves à macération et ustensiles auxiliaires.

Art. 80. Dans les distilleries placées sous contrôle, l'installation des cuves à macération n'est soumise à aucune restriction, de plus l'usage, à côté des cuves à macération, d'autres ustensiles et vaisseaux pour la préparation et la conservation du moût n'est assujetti ni à une autorisation spéciale ni à aucune restriction quant à leur nombre, leur capacité, ou leur construction.

Déclaration de travail.

Art. 81. Le commencement des travaux d'une distillerie doit être déclaré préalablement au bureau du receveur des contributions. La déclaration sera vérifiée par le receveur et admise par lui comme valable, si elle ne donne pas lieu à des observations de sa part.

En cas de changement des travaux, de leur continuation à l'expiration du temps déclaré, ou de leur reprise après une interruption, il y a lieu à remise d'une nouvelle déclaration de travail dans les mêmes formes.

Le Gouvernement arrêtera les dispositions concernant la forme, la teneur, la conservation et l'exécution de la déclaration de travail, ainsi que les délais à accorder pour la macération, la fermentation et la distillation. Toutefois le traitement du moût dans les cuves à macération et dans les réservoirs de moût ainsi que les délais pour la fermentation ne peuvent être soumis à aucune restriction dans les distilleries placées sous contrôle.

Interruption des travaux ; altération des scellés et ustensiles.

Art. 82. Toute interruption de travail, toute altération ou bris de scellés, toute dégradation d'une des parties des appareils de distillation, y compris les vaisseaux collecteurs et le compteur, dont on pourrait détourner ou soustraire clandestinement des vapeurs alcooliques ou d'eau-de-vie, toute irrégularité dans la marche du compteur, devront être signalées sur le champ à l'administration des contributions par le détenteur de la distillerie.

Maischbottiche und Nebengeräte.

Art. 80. In den Verschlußbrennereien unterliegt die Einrichtung der Maischbottiche keinen Beschränkungen, auch dürfen außer den Maischbottichen andere Geräte zur Bereitung und Aufbewahrung von Maische ohne Beschränkung auf eine bestimmte Zahl, Größe oder Beschaffenheit und ohne besondere Erlaubnis benutzt werden.

Betriebsanmeldung.

Art. 81. Die Gröfzung des Betriebs einer Brennerei ist der Hebestelle im voraus anzumelden. Die Anmeldung ist von der Hebestelle zu prüfen und, wenn dabei sich nichts zu erinnern findet, zu genehmigen.

Soll der Betrieb geändert, nach Ablauf des angemeldeten Zeitraumes fortgesetzt oder nach einer Pause wieder aufgenommen werden, so ist eine neue Betriebsanmeldung in gleicher Weise einzureichen.

Die näheren Bestimmungen über Form, Inhalt, Aufbewahrung und Befolgung der Betriebsanmeldung, sowie über die Einmaischungs-, Gär- und Brennfristen (Abtriebszeiten) trifft die Regierung, indessen sollen in Verschlußbrennereien die Behandlung der Maische in den Bottichen und Maischbehältern sowie die Gärfristen keinen Beschränkungen unterliegen.

Betriebsunterbrechung ; Verschluß- und Geräteverletzung.

Art. 82. Wird der Brennereibetrieb unterbrochen oder ein amilcher Verschluß oder einer derjenigen Teile der Brennergeräte einschließlich der Sammelgefäße und der Meßuhr verlegt, aus denen alkoholhaltige Dämpfe oder Branntwein heimlich abgeleitet oder entnommen werden können, oder tritt eine Sibrunge im Gange der Meßuhr ein, so hat der Brennereibesitzer dies alsbald der Steuerbehörde anzeigen.

Art. 83. Si l'accident a rendu possible l'accès de l'alcool, ou influencé le fonctionnement régulier du compteur, l'administration des contributions prendra les mesures jugées nécessaires ; elle pourra en cas de nécessité absolue ordonner la cessation passagère de l'exploitation de l'usine. Il en sera de même pour tout autre accident entravant la marche régulière du compteur.

Remise d'alcool.

Art. 84. Sauf les exceptions établies par l'art. 18, l'administration fera procéder dans les distilleries à la constatation de la quantité d'alcool contenue dans l'eau-de-vie fabriquée, pour la prise en charge (remise d'alcool). L'eau-de-vie restera sous le contrôle administratif jusqu'au moment de sa remise en exemption de droit, de l'acquittement du droit de consommation ou de l'octroi d'un crédit de paiement.

Art. 85. Lorsque dans les cas d'emploi de compteurs ou de fixation de la quantité minima de l'alcool à représenter pour la prise en charge, la quantité d'alcool constatée lors de la remise reste en-dessous des indications du compteur d'alcool ou en-dessous de la quantité d'alcool constatée moyennant le compteur d'eau-de-vie, ou n'atteint pas la quantité minima fixée d'avance, la quantité manquante sera exemptée des droits, pour autant qu'une soustraction d'eau-de-vie est exclue.

Surveillance administrative des distilleries.

Art. 86. Les agents de l'administration ont le droit de visiter les distilleries, à tout moment, pendant la durée des travaux déclarés, en tout autre temps, de 8 heures du matin à 9 heures du soir. A cet effet, la distillerie doit leur être ouverte sur le champ. S'il y a péril en la demeure, les visites ne sont soumises à aucune limitation de temps. Le droit de visite s'étend à tous les locaux déclarés de même qu'aux locaux renfermant des ustensiles de distillerie ou des parties d'ustensiles mis hors d'usage ou des matières premières non farineuses destinées au travail de la distillerie.

Art. 83. Ist durch die Verlebung ein Zugang zu dem Alkohol ermöglicht oder die regelmäßige Tätigkeit der Mefzuhör beeinflusst worden, so hat die Steuerbehörde die erforderlichen Maßnahmen zu treffen ; außerstensfalls kann sie anordnen, daß der Brennereibetrieb vorübergehend eingestellt wird. Das gleiche gilt bei jeder andern in der regelmäßigen Tätigkeit der Mefzuhör eintretenden Störung

Brauntweinabnahme.

Art. 84. Soviel nicht im Art. 15 Ausnahmen vorgesehen sind, ist die Alkoholmenge des einzugten Brauntweins in der Brennerei amtlich festzustellen und der Brauntwein abzufertigen. (Brauntweinabnahme.) Der Brauntwein bleibt unter amtlicher Überwachung bis er abgabefrei gelassen (Art. 3) oder bis die Verbrauchsabgabe gezahlt oder gestundet ist.

Art. 85. Bleibt in den Fällen, in denen eine Mefzuhör benutzt wird oder die Mindestmenge des zur Abfertigung vorzuführenden Alkohols festgesetzt worden ist, die bei der Brauntweinabnahme vorgefundene Alkoholmenge hinter der Anzeige der Mefzuhör oder hinter der auf Grund dieser Anzeige festgestellten Alkoholmenge oder hinter der festgesetzten Mindestmenge zurück und ist eine Entnahme von Brauntwein ausgeschlossen, so bleibt die Fehlmenge abgabefrei.

A m i l i c h e A u f s i c h t.

Art. 86. Die Beamten sind befugt, eine Brennerei, sobald sie zum Betrieb angemeldet ist, zu jeder Zeit, sonst von morgens 6 bis abends 9 Uhr zu besuchen. Die Brennerei muß ihnen zu diesem Zwecke gleich geöffnet werden. Die Zeitbeschränkung fällt weg, wenn Gefahr besteht. Die Befugnis erstreckt sich auf alle angemeldeten sowie auf diejenigen Räume, in welchen Brennereigeräte oder Teile von außer Gebrauch gesetzten Brennereigeräten oder zum Brennereibetriebe bestimmte nichtmehrige Stoffe aufbewahrt werden

Art. 87. Les distilleries et leurs dépendances devront être accessibles aux agents de l'administration, sans la moindre entrave, pendant qu'on y travaille ou pendant le temps où quelqu'un s'y trouve. L'administration peut admettre des exceptions.

Art. 88. Dans l'intérieur des locaux soumis à la surveillance administrative, il ne pourra être pris des dispositions pouvant empêcher ou aggraver l'exercice du contrôle.

Art. 89. Le détenteur de la distillerie est tenu de donner aux agents de l'administration sur l'exploitation de l'usine tous les renseignements nécessaires à l'exercice du contrôle et aux besoins de la statistique, et de faire les préparatifs nécessaires pour l'exécution des opérations du contrôle et de la prise en charge, de fournir les ustensiles et instruments voulus et de prêter toute assistance jugée nécessaire.

Il devra soumettre à l'inspection des fonctionnaires supérieurs, sur leur demande, les livres et pièces concernant la fabrication de l'eau-de-vie. Il en sera de même, dans les distilleries agricoles, des documents relatifs à l'exploitation rurale.

Art. 90. Si le détenteur de la distillerie a été condamné pour fraude, la distillerie pourra être assujettie à un contrôle spécial. Les frais de ce contrôle exceptionnel seront à charge du détenteur de la distillerie ; le recouvrement des frais sera poursuivi, le cas échéant, comme en matière de droits d'accise, conformément aux dispositions différentes de la loi du 26 août 1822, et avec les droits et priviléges y attachés.

Régisseurs de distilleries.

Art. 91. Les détenteurs de distilleries qui ne dirigent pas personnellement l'exploitation de leur usine, devront désigner à l'administration les personnes qualifiées pour agir en leur nom comme régisseur de la distillerie.

Les dispositions des art. 89, 90 al. 1^e, concernant les détenteurs d'une distillerie sont également applicables aux régisseurs.

Art. 87. Solange in der Brennerei gearbeitet wird oder jemand sich darin befindet, müssen die Zugänge zu ihr sowie zum Brennereigrundstück verschlossen und unbehindert sein. Die Steuerbehörde kann Ausnahmen zulassen.

Art. 88. Innerhalb der der amtlichen Aufsicht unterliegenden Räume dürfen keine Maßnahmen getroffen werden, welche die Ausübung der Aufsicht hindern oder erschweren.

Art. 89. Der Brennereibesitzer hat den Beamten jede für die amtliche Aufsicht oder zu statistischen Zwecken erforderliche Auskunft über den Betrieb zu erteilen und für die zum Zwecke der Aufsicht und Absicherung stattfindenden Amtshandlungen die nötigen Vorbereitungen zu treffen, die Gerätschaften zu stellen und die erforderlichen Hilfsdienste zu leisten.

Den Oberbeamten sind die Bücher und Schriftstücke über die Herstellung des Brantweins und bei landwirtschaftlichen Brennereien über den Wirtschaftsbetrieb auf Erfordern zur Einsicht vorzulegen.

Art. 90. Ist der Brennereibesitzer wegen Hinziehung bestraft worden, so kann die Brennerei besondern Aufsichtsmaßnahmen unterworfen werden. Die Kosten fallen dem Brennereibesitzer zur Last ; die Einziehung erfolgt gegebenenfalls nach den Vorschriften über das Verfahren für die Betreibung von Alzengefällen und mit den Rechten und Vorzugssrechten der letzteren gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. August 1822.

Betriebsleiter.

Art. 91. Brennereibesitzer, die den Betrieb nicht selbst leiten, haben der Steuerbehörde diejenigen Personen zu bezeichnen, die als Betriebsleiter in ihrem Namen zu handeln befugt sind.

Die in den Art. 89, 90, Abs. 1 für den Brennereibesitzer gegebenen Vorschriften gelten auch für den Betriebsleiter.

Fabriques de rectification et entrepôts d'eau-de-vie.

Art. 92. Les prescriptions des art. 86 à 91 sont également applicables à la surveillance administrative des fabriques de rectification d'eau-de-vie et des entrepôts d'eau-de-vie placés sous scellés.

Art. 93. Les visites domiciliaires nécessitées dans l'intérêt de la surveillance et du contrôle institués par la présente loi, pourront avoir lieu, sous les conditions fixées par l'art. 200 et ss. de la loi du 26 août 1822.

Chap. VI. — Dispositions particulières.

Commerce des eaux-de-vie.

Art. 94. L'emploi d'ingrédients pour renforcer l'eau-de-vie (Branntweinschärfen) est prohibé. Les mesures d'exécution à prendre par le Gouvernement doivent être communiquées à la Chambre des députés.

Sous la désignation d'eaux-de-vie de grains, on ne peut mettre en vente que de l'eau-de-vie fabriquée exclusivement au moyen de seigle, froment, sarrasin, avoine ou orge.

Art. 95. Le Gouvernement est autorisé :

1^e à réglementer spécialement la vente en détail de l'eau-de-vie dénaturée ;

2^e à prescrire l'apposition, dans les locaux où se fait la vente en détail d'eau-de-vie dénaturée, d'un placard portant l'indication de la force de l'eau-de-vie dénaturée mise en vente.

Art. 96. La vente en détail de l'eau-de-vie dénaturée ne peut se faire que dans des récipients d'une contenance de 50, 20, 10, 5 et 1 litres. Ces récipients devront être fermés et porter l'indication de la contenance.

Droit de consommation sur l'acide acétique.

Art. 97. L'acide acétique qui est fabriqué dans le Grand-Duché au moyen d'acide pyrologneux (vinaigre de bois) ou de sels acéteux, est soumis à un droit de consommation de 0,375 fr. (0,30 mk.) par kilogramme d'acide acétique anhydre. Le droit de consommation sera établi

Reinigungsanstalten und Lager.

Art. 92. Die Vorschriften in den Art. 86 bis 91 sind auf die amtliche Überwachung der Branntweinreinigungsanstalten und Branntweinlager unter amtlichem Mitverschluß sinngemäß anzuwenden.

Art. 93. Haussuchungen, welche im Interesse der durch dieses Gesetz angeordneten Überwachung und Kontrolle notwendig werden, können unter den durch Art. 200 und ss. des Gesetzes vom 26. August 1822 festgesetzten Bedingungen stattfinden.

Sechster Abschnitt. — Besondere Vorschriften.

Branntweinhandel.

Art. 94. Die Verwendung von Branntweinschärfen ist untersagt. Die Bestimmungen, die hierüber von der Regierung getroffen werden, sind der Abgeordnetenkammer mitzuteilen.

Unter der Bezeichnung Kornbranntwein darf nur Branntwein aufgehalten werden, der ausschließlich aus Roggen, Weizen, Bockweizen, Hafer oder Gerste hergestellt ist.

Art. 95. Die Regierung wird ermächtigt :

1) den Kleinhandel mit vergälltem Branntwein besonders zu regeln ;

2) zu bestimmen, daß beim Kleinhandel mit vergälltem Branntwein die Alkoholstärke durch Aushang in der Verkaufsstelle erichtlich gemacht wird.

Art. 96. Vollständig vergällter Branntwein darf im Kleinhandel nur in Behältnissen von 50, 20, 10, 5 und 1 Liter Raumgehalt aufgehalten werden, die verschlossen und mit einer Angabe des Alkoholgehaltes versehen sind.

Effigsäureverbrauch abgabe.

Art. 97. Effigsäure, die im Innern aus Holzeffig oder effigsauren Salzen gewonnen ist, unterliegt einer in die Staatskasse fließenden Verbrauchsabgabe, die 0,375 Fr. (0,30 Mk.) für das Kilogramm wasserfreier Säure beträgt. Die Verbrauchsabgabe ist durch Abfertigung festzustellen und vom

par voie de prise en charge administrative (Abfertigung) et acquitté par le fabricant, dès que l'acide sort de la fabrique.

Le fabricant ne peut faire le dépôt, le traitement et l'emballage de l'acide acétique que dans les locaux déclarés à l'administration des contributions.

Conformément aux dispositions à arrêter par le Gouvernement, est exempt du droit de consommation, l'acide acétique qui sera exporté ou employé à des usages industriels. Les industriels qui fabriquent de l'acide acétique exclusivement destiné à des usages industriels ou à l'exportation, ne sont assujettis à un contrôle administratif, que pour autant que celui-ci est nécessaire pour empêcher tout emploi de l'acide acétique à la consommation de bouche.

Conformément aux dispositions à prendre par le Gouvernement, les art. 7, al. 4, 8, 9, 18, 20, 81, 86 à 91, 98, 100 n° 3, 101, 102, 103 à 108, 117, 118, 120 à 127, 130 s'appliquent également, dans l'espèce, avec cette interprétation de l'art. 130 que le droit de passage y prévu est fixé pour l'acide acétique à 0,375 fr. (0,30 mk.) par kilogramme d'acide acétique anhydre.

Chap. VII. — Pénalités.

Définition de la fraude.

Art. 98. Quiconque entreprend de frustrer l'Etat du droit de consommation sur l'eau-de-vie commet le délit de fraude.

Art. 99. Le fait de la fraude définie par l'art. 98 est admis comme établi, notamment :

1^e lorsque on fabrique de l'eau-de-vie sans la déclaration de travail préalable admise par le receveur du ressort, ou à d'autres jours, dans d'autres locaux ou au moyen d'autres appareils distillatoires que ceux désignés dans la déclaration admise ;

2^e lorsque les registres de distillation prescrits pour les distilleries forfaitaires, (art. 15 et 17) n'ont pas été tenus ou l'ont été d'une manière inexacte ;

3^e lorsque des vapeurs alcooliques ou de l'eau-de-vie ont été indûment détournées ou sous-traitées ;

Hersteller zu entrichten, sobald die Essigsäure die Erzeugnisstätte verläßt.

Der Hersteller darf Essigsäure nur an den dazu angemeldeten Stätten lagern, behandeln und verpacken.

Von der Verbrauchsabgabe befreit bleibt nach näherer Bestimmung der Regierung Essigsäure, die ausgeführt oder zu gewerblichen Zwecken verwendet wird. Gewerbetreibende, die Essigsäure ausschließlich zu gewerblichen Zwecken oder für die Ausfuhr herstellen, sind nur insoweit einer amtlichen Überwachung zu unterwerfen, als diese notwendig ist um sicherzustellen, daß Essigsäure nicht zu Genusszwecken verwendet wird.

Die Art. 7, Abs. 1, 8, 9, 18, 20, 81, 86 bis 91, 98, 100, Nr. 5, 101, 102, 105 bis 108, 117, 118, 120 bis 127, 130 sind nach näherer Bestimmung der Regierung sinngemäß anzuwenden und zwar der Art. 130 mit der Maßgabe, daß die Nebergangssabgabe 0,30 Mk. für das Kilogramm wasserfreier Essigsäure beträgt.

Siebenter Abschnitt. — Strafvorschriften.

Hinterziehung.

Art. 98. Wer es unternimmt, dem Staate die Branntweinverbrauchsabgabe vorzuenthalten, macht sich der Hinterziehung schuldig.

Art. 99. Der Tatbestand des Art. 98 wird insbesondere dann als vorliegend angenommen :

1) wenn ohne die vorgeschriebene, von der Hebesstelle genehmigte Betriebsanmeldung oder an anderen Tagen, in andern Stäuben oder unter Benutzung von andern Brennvorrichtungen als den in der genehmigten Betriebsanmeldung angegebenen, Branntwein hergestellt wird ;

2) wenn die für Abfindungsbrennereien (Art. 15 und 17) vorgeschriebenen Brennbücher nicht oder unrichtig geführt werden ;

3) wenn alkoholhaltige Dämpfe oder Branntwein unbefugt abgeleitet oder entnommen werden ;

4° lorsqu'il a été indûment disposé de l'eau-de-vie se trouvant placée sous contrôle.

Art. 100. Sont considérés comme fraude du droit de consommation :

1° le fait d'avoir procédé, dans une distillerie forfaitaire, à une mise en macération ou à la préparation de moût ou à un dépôt de moût, avec emploi de matières premières non déclarées ou sans la déclaration préalable admise par le receveur ou à d'autres jours, dans d'autres locaux ou au moyen d'autres appareils que ceux désignés dans la déclaration admise par le receveur ;

2° le fait d'avoir remis en usage, sans autorisation, des appareils de distillation qui, par suite de l'apposition de scellés ou par une autre mesure administrative, avaient été déclarés hors d'usage ;

3° le fait de briser ou d'altérer indûment des scellés apposés en vertu des art. 69 à 75 ou des mesures administratives prises en exécution de ces articles, de même le fait de dégrader une des parties des appareils de distillation, y compris les vaisseaux collecteurs et les compteurs, dont on pourrait détourner ou soustraire des vapeurs alcooliques ou de l'eau-de-vie ;

4° le fait de se livrer, dans une distillerie pourvue d'un compteur, à des manœuvres de nature à déranger le fonctionnement régulier du compteur, ou celui de continuer de faire usage d'un compteur dont les indications sont inexactes ;

5° le fait d'acheter ou de mettre en circulation de l'eau-de-vie, dont on sait ou dont on doit admettre, d'après les circonstances, qu'elle forme l'objet d'une fraude du droit de consommation.

Art. 101: Lorsque, dans les cas des art. 99 et 100 il sera établi qu'une fraude du droit n'a pas eu lieu ou n'a pas été prémeditée, il n'y aura lieu qu'à application d'une amende d'ordre, conformément à l'art. 117.

Pénalités.

Art. 102: Quiconque commet une fraude sera puni d'une amende égale au quadruple du droit

4) wenn über den unter amtlicher Überwachung stehenden Branntwein unbefugt verfügt wird.

Art. 100. Der Hinterziehung wird es gleichgeachtet:

1) wenn in einer abgefundenen Brennerei ohne die vorgeschriebene, von der Hebesstelle genehmigte Betriebsanmeldung oder an andern Tagen, in andern Räumen oder unter Benutzung von andern Geräten als den in der genehmigten Betriebsanmeldung angegebenen, oder unter Verwendung nicht angemeldeter Stoffe eine Einmaischung vorgenommen oder Maische zubereitet oder aufbewahrt wird ;

2) wenn Brennvorrichtungen, die durch amtliche Sicherungen oder durch Anordnung der Steuerbehörde außer Gebrauch gesetzt worden sind, unbefugt in Betrieb genommen werden ;

3) wenn ein auf Grund der Art. 69 bis 75 oder der dazu erlassenen Verwaltungsbestimmungen angelegter amtlicher Verschluß oder einer derjenigen Teile der Brennereigeräte einschließlich der Branntweinhammelgefäße und der Messuhr, aus denen alkoholhaltige Dämpfe oder Branntwein abgeleitet oder entnommen werden können, unbefugt verletzt wird ;

4) wenn in einer Brennerei, in der eine Messuhr aufgestellt ist, Handlungen vorgenommen werden, die ihre regelmäßige Tätigkeit zu föhren geeignet sind, oder eine Messuhr, die unrichtig zeigt, fortbenutzt wird ;

5) wenn jemand Branntwein, von dem er weiß oder den Umständen nach annehmen muß, daß in Beziehung auf ihn eine Hinterziehung verübt worden ist, erwirkt oder in Verlehr bringt.

Art. 101. Wird in den Fällen der Art. 99, 100 festgestellt, daß eine Vorenthalterung der Abgabe nicht stattgefunden hat oder nicht beabsichtigt worden ist, so tritt nur eine Ordnungsstrafe nach Art. 117 ein.

Strafmäß.

Art. 102. Wer eine Hinterziehung begeht, wird mit einer Geldstrafe in Höhe des vierfachen Be-

fraudé, sans qu'elle puisse être inférieure à 10 fr. pour chaque cas particulier. En dehors de l'amende, le contrevenant doit payer le droit dû.

Art. 103. En cas d'emploi non autorisé d'un appareil de distillation, l'amende sera fixée, à raison de la quantité d'alcool que cet appareil aurait pu produire par un travail non interrompu pendant les trois mois qui ont précédé la découverte de la fraude, à moins qu'il ne soit établi qu'il a été fait usage de l'appareil distillatoire durant un temps plus long ou plus court.

Art. 104. En cas de détournement ou de soustraction de vapeurs alcooliques ou d'eau-de-vie, ou en cas de dérangement intentionnel du compteur, le droit de consommation et l'amende seront fixés, en admettant comme constant, pendant les trois mois qui ont précédé la découverte, le fait du détournement, de la soustraction ou du dérangement, à moins qu'on ne puisse prouver une autre durée ou une fraude plus importante.

Indépendamment de l'amende, il y a lieu de prononcer, tant à charge de l'auteur que des co-auteurs et complices, une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser une année.

Art. 105. S'il est impossible de déterminer le montant du droit fraudé, il y a lieu à application d'une amende pouvant s'élever jusqu'à concurrence de 20,000 fr.

Art. 106. En cas de contravention, les complices et les récepteurs sont passibles d'une amende jusqu'à concurrence de 150 fr.

Sont à considérer comme auteurs, co-auteurs, complices et resp. receleurs, les personnes désignées aux art. 66, 67 et 505 du code pénal.

Aggravation des peines en cas de récidive.

Art. 107. Quiconque ayant été puni du chef de fraude du droit de consommation, aura commis une seconde fraude, sera passible d'une amende double de celle prévue aux art. 102 à 105.

Toute récidive ultérieure entraînera une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser deux

trages de l'abgabe, mindestens aber in Höhe von 10 Fr. für jeden einzelnen Fall bestraft. Außerdem ist die Abgabe nachzuzahlen.

Art. 103. Die Strafe wird, wenn eine Brennvorrichtung unbefugt in Betrieb genommen worden ist, nach der Alkoholmenge berechnet, die bei unausgesetztem Betrieb während der dem Zeitpunkte der Entdeckung vorhergegangenen drei Monate damit gewonnen werden könnte, sofern nicht nachgewiesen wird, daß die Brennvorrichtung in einem größeren oder einem geringern Umfang benutzt worden ist.

Art. 104. Sind alkoholhaltige Dämpfe oder Branntwein unbefugt abgeleitet oder entnommen oder ist die Mefuhr absichtlich gestört worden, so werden die Verbrauchsabgabe und die Strafe in der Art berechnet, daß für die dem Zeitpunkte der Entdeckung vorhergehenden drei Monate der ununterbrochene Bestand der Ableitung, Entnahme, oder Störung angenommen wird, sofern nicht eine andere Dauer oder eine größere Hinterziehung nachgewiesen wird.

Neben der Geldstrafe ist gegen den Täter und die Mittäter und Gehilfen zusätzlich auf eine Gefängnisstrafe bis zu einem Jahre zu erkennen.

Art 105. Soweit der Betrag der vorenthaltenen Abgabe nicht festgestellt werden kann, tritt eine Geldstrafe bis zu 20,000 Fr. ein.

Art. 106. Liegt eine Übertretung vor, sind der Gehilfe und der Hehler mit Geldstrafe bis zu 150 Fr. zu bestrafen.

Als Täter, Mittäter, Gehilfe und Hehler sind die in Art 66, 67 und 505 des Strafgesetzbuches bezeichneten Personen zu betrachten.

Strafverjährfung beim Rückfall.

Art. 107. Im Falle der Wiederholung der Hinterziehung nach vorausgegangener Bestrafung werden die in den Art. 102 bis 105 angedrohten Strafen verdoppelt.

Jeder fernere Rückfall zieht Gefängnis bis zu zwei Jahren nach sich, doch kann, unbeschadet der

ans. Toutefois, et sans préjudice de l'application de l'art. 104, le juge pourra, en égard à toutes les circonstances et aux cas de fraude précédents, ne prononcer qu'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas deux mois ou une amende qui ne sera pas inférieure au double de celle prevue pour la première récidive.

La peine de la récidive est applicable alors même que la peine précédente n'aurait été exécutée que partiellement ou aurait été remise en tout ou en partie ; par contre, elle ne sera pas appliquée, lorsque, depuis le jour où la peine précédente a été exécutée ou remise jusqu'à la constatation du nouveau délit, il s'est écoulé trois années.

Peine en cas de demande d'une bonification de droit inique.

Art. 108. Les dispositions concernant la fraude sont également applicables à toute entreprise tendant à obtenir une exemption, restitution ou bonification de droit qui ne seraient pas dues ou qui ne seraient dues qu'à un taux inférieur à la demande.

La somme touchée indûment est à restituer.

Peines applicables aux détenteurs et aux régisseurs de distilleries.

Art. 109. Le détenteur d'une distillerie dans laquelle il aura été constaté un détournement ou une soustraction indus de vapeurs alcooliques ou d'eau-de-vie ou un dérangement intentionnel du compteur, est passible, comme tel, d'une amende de 50 à 500 francs.

Art. 110. La constatation de l'existence dans une distillerie d'installations clandestines ayant pour objet le détournement ou la soustraction de vapeurs alcooliques ou d'eau-de-vie, ou le dérangement du compteur, entraîne pour le détenteur de la distillerie comme tel une amende de 500 fr. à 5000 fr.

Art. 111. En cas de bris ou d'altération de scellés ou de dégradation d'une des parties des ustensiles de distillerie (art. 100, n° 3) dont on

Börschrift des Art. 104, nach richterlichem Er- messen mit Berücksichtigung aller Umstände und der vorangegangenen Falle auf Gefängnis bis zu zwei Monaten oder auf Geldstrafe nicht unter dem Doppelten der für den ersten Rückfall vor- gesessenen Geldstrafe erlaubt werden.

Die Rückfallstrafe tritt ein, auch wenn die frühere Strafe nur teilweise verhüft oder ganz oder teilweise erlassen ist ; sie bleibt dagegen ausgeschlossen wenn seit der Verhüfung oder dem Erlasse der früheren Strafe bis zur Begehung der neuen Straftat drei Jahre verflossen sind.

Strafe der Einwirkung einer Ver- günstigung.

Art. 108. Die Vorschriften über die Hinterziehung sind auf die Einwirkung einer Steuerbefreiung, Steuervergütung oder Steuervergünstigung sinngemäß anzuwenden, sofern die Vergütung, Vergünstigung oder Vergünstigung überhaupt nicht oder nur in geringerem Betrage zu beanspruchen war. Der zu Ungebuhr empfangene Betrag ist zurückzuzahlen.

Strafen für Brennereibesitzer und Brennereileiter.

Art. 109. Der Besitzer einer Brennerei, in der alkoholhaltige Dämpse oder Brannwein unbefugt abgeleitet oder entnommen worden, oder die Messuhr absichtlich gestört ist, wird als solcher mit Geldstrafe von 50 bis zu 500 Fr. bestraft.

Art. 110. Werden in einer Brennerei aus besondern Anlagen bestehende heimliche Vorrichtungen getroffen, um alkoholhaltige Dämpse oder Brannwein abzuleiten oder zu entnehmen oder die Messuhr zu stören, so verfällt der Brennereibesitzer als solcher in eine Geldstrafe von 500 bis zu 5000 Fr.

Art. 111. Wird in einer Brennerei ein amtlicher Verschluß oder einer derjenigen Teile der Brennereigeräte (Art. 100, Nr. 3), aus denen alkohol-

pourrait détourner ou soustraire des vapeurs alcooliques ou de l'eau-de-vie, le détenteur de la distillerie comme tel est passible d'une amende de 25 fr. à 250 fr.

Art. 112. Les détenteurs de distilleries qui ne dirigent pas personnellement l'exploitation de leur usine, peuvent demander à l'administration des contributions de reporter sur le régisseur (art. 91) la responsabilité pénale qui leur incombe en vertu des art. 109 à 111. Si la demande est agréée, la responsabilité pénale est reportée sur le régisseur, sans préjudice de la responsabilité subsidiaire du détenteur de la distillerie établie par l'art. 118. L'agrément est révocable en tout temps.

Art. 113. Les peines prévues aux art. 109 à 111 resp. à l'art. 112, ne sont encourues que s'il est constaté que l'infraction a été commise, du consentement ou au su du détenteur de la distillerie resp. du régisseur de celle-ci.

Art. 114. Lorsque des détenteurs de distilleries auront été condamnés du chef de fraude, pour fabrication d'eau-de-vie non déclarée, pour détournement ou soustraction illicites de vapeurs alcooliques ou d'eau-de-vie (art. 99, n° 1 et 3), pour derangement intentionnel du compteur, le Gouvernement pourra, en se fondant sur la décision de condamnation passée en force de chose jugée, leur interdire d'exercer à jamais la profession de distillateur, soit par eux-mêmes, soit par un tiers pour leur compte et profit.

Peine en cas de non-déclaration d'appareils de distillation ou de rectification.

Art. 115. Quiconque fabrique, acquiert ou cède à d'autres personnes des appareils de distillation ou de rectification, sans faire à l'administration des contributions la déclaration prescrite, sera puni d'une amende de 40 fr. à 3000 fr.

Peine en cas d'infraction aux dispositions concernant le commerce des eaux-de-vie.

Art. 116. Les infractions à l'art. 94 et aux

haltige Dämpfe oder Brannwein abgeleitet oder entnommen werden können, unbefugt verlebt, so trifft den Brennereibesitzer als solchen eine Geldstrafe von 25 bis zu 250 Fr.

Art. 112. Brennereibesitzer, die den Betrieb nicht selbst leiten, können die Übertragung der ihnen gemäß Art. 109 bis 111 obliegenden strafrechtlichen Verantwortlichkeit auf den Betriebsleiter (Art. 91) bei der Steuerbehörde beantragen. Falls der Antrag genehmigt wird, geht die strafrechtliche Verantwortlichkeit, unbeschadet der im Art. 118 vorgeesehenen Vertretungsverbindlichkeit des Brennereibesitzers, auf den Betriebsleiter über. Die Genehmigung ist jederzeit widerruflich.

Art. 113. Die Strafe in den Fällen der Art. 108 bis 111 tritt nur dann ein, wenn festgestellt ist, daß die Zuwidderhandlung mit Willen oder Wissen des Betriebsleiters verübt worden ist.

Art. 114. Werden Brennereibesitzer wegen einer Hinterziehung verurteilt, die durch unangemeldete Brannweinbereitung, durch unbefugte Ableitung oder Entnahme von alkoholhaltigen Dämpfen oder Brannwein (Art. 99, Nr. 1, 3) oder durch absichtliche Störung der Messuhr begangen ist, so kann ihnen nach Rechtskraft der Entscheidung von der Regierung untersagt werden, das Brennereigewerbe jemals selbst wieder auszuüben oder durch andere zu ihrem Vorteile ausüben zu lassen.

Strafe der unerlaßlichen Anmeldung der Brenn- oder Wiengeräte.

Art. 115. Wer Brenn- oder Wiengeräte anfertigt, erwirbt oder an andere Personen überläßt, ohne der Steuerbehörde die vorgeschriebene Anzeige gemacht zu haben, wird mit einer Geldstrafe von 10 bis 3000 Fr. bestraft.

Strafe der Zuwidderhandlungen gegen die Bestimmungen über den Brannweinhandel.

Art. 116. Wer den Vorschriften des Art. 94

mesures d'exécution à prendre par le Gouvernement, seront punies d'une amende de 26 fr. à 1000 fr.

Amendes d'ordre.

Art. 117. Les infractions aux prescriptions de la présente loi et aux mesures administratives prises pour son exécution et rendues publiques ou portées à la connaissance des intéressés, sont passibles d'une amende d'ordre de 1 à 375 fr. pour autant qu'elles n'entraînent pas les peines communiquées par les art. 102 et ss.

Responsabilité subsidiaire pour des tiers.

Art. 118. En cas d'insolvabilité des véritables coupables, les détenteurs de fabriques et de magasins soumis au contrôle de l'administration en vertu de la présente loi, sont responsables : a) du paiement des amendes encourues par leurs régisseurs, gérants, aides et autres personnes se trouvant à leur service ou salariées par eux, ainsi que par les membres de leur famille ou de leur ménage, b) du paiement des frais de procédure et du droit de consommation fraudé, s'il est établi :

1° que l'infraction a été commise avec leur consentement ou à leur su, ou

2° qu'ils n'ont pas apporté les soins d'un bon commerçant au choix et à l'engagement de même qu'à la surveillance de leurs régisseurs, gérants, aides ou autres personnes se trouvant à leur service ou salariés par eux, ainsi que des membres de leur famille ou de leur ménage.

S'il n'y a pas moyen d'administrer ni la preuve sub 1 ni celle sub 2, les détenteurs de distilleries sont responsables du paiement du droit de consommation fraudé, alors même qu'ils n'y seraient pas tenus déjà personnellement.

Art. 119. Est censé ne pas avoir agi avec les soins d'un bon commerçant (art. 118 n° 2), le détenteur de distillerie qui engage ou maintient à son service, sans autorisation spéciale du Directeur général des finances, un régisseur, gérant ou aide déjà puni du chef de fraude, con-

oder den von der Regierung dazu erlassenen Bestimmungen zuwiderrichtet, wird mit einer Geldstrafe von 26 bis 1000 Fr. bestraft.

Ordnungsstrafen.

Art. 117. Zuwiderraktionen gegen die Vorschriften dieses Gesetzes sowie die dazu erlassenen und öffentlich oder den Beteiligten bekannt gemachten Verwaltungsbestimmungen, werden, sofern sie nicht nach den Art. 102 ff. mit einer besonderen Strafe bedroht sind, mit einer Ordnungsstrafe von 1—375 Fr. geahndet.

Hafnung für andere Personen.

Art. 118. Im Falle des Unvermögens der eigentlich Schuldigen haften die Inhaber der nach Maßgabe dieses Gesetzes unter amtlicher Überwachung stehenden Betriebe und Lagereinrichtungen : a) für die von ihren Verwaltern, Geschäftsführern, Gehilfen und sonstigen in ihrem Dienste oder Lohn stehenden Personen sowie von ihren Familien- oder Haushaltungsmitgliedern verhüllten Geldstrafen, b) für die Kosten des Strafverfahrens, sowie für die nachzuzahlende Verbrauchsabgabe, wenn nachgewiesen wird :

1) daß die Zuwiderraktion mit ihrem Willen oder Wissen verübt ist, oder

2) daß sie bei Auswahl und Anstellung der Verwalter, Geschäftsführer, Gehilfen und sonstigen in ihrem Dienste oder Lohn stehenden Personen oder bei Beaufsichtigung dieser sowie der bezeichneten Hausegenossen nicht mit der Sorgfalt eines ordentlichen Geschäftsmannes zu Werke gegangen sind.

Wird weder das eine noch das andere nachgewiesen, so haften sie für die Verbrauchsabgabe, auch soweit sie nicht ohnehin zu deren Entrichtung verpflichtet sind.

Art. 119. Als Verlegung der Sorgfalt eines ordentlichen Geschäftsmannes (Art. 118, Nr. 2) gilt insbesondere die Anstellung oder Beibehaltung eines wegen Branntweinsteuerdefraudation im Sinne des bisher geltenden Branntweinsteuergesetzes oder wegen Hinterziehung bereits bestraft

formément à la présente loi ou à la législation antérieure.

Art. 120. Si l'amende prononcée par la voie administrative est irrécouvrable dans le chef du coupable, l'administration des contributions peut renoncer d'en poursuivre le recouvrement sur la personne responsable du paiement de l'amende et requérir auprès du tribunal compétent la conversion de l'amende en peine d'emprisonnement.

Mesures d'exécution.

Art. 121. L'administration a le droit de faire effectuer d'office et aux frais des assujettis, les installations prescrites que ceux-ci auraient négligé d'exécuter. Le recouvrement des dépenses occasionnées sera poursuivi comme en matière de droits d'accise, conformément aux dispositions afférentes de la loi du 26 août 1822 et avec les priviléges y attachés.

Prescription des peines.

Art. 122. L'action du chef de délits de fraude se prescrit par trois ans; celle du chef des contraventions passibles d'amendes d'ordre, par un an.

L'action à intenter en vertu des dispositions des art. 109 à 113 se prescrit en même temps que celle contre l'auteur effectif.

Chap. VIII. — Procédure pénale.

Art. 123. Les infractions aux dispositions de la présente loi et aux mesures réglementaires prises pour son exécution sont constatées, instruites et jugées, conformément aux prescriptions des art. 31 à 60 inclusivement de la loi pénale douanière publiée par arrêté r. g.-d. du 5 mars 1842, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions de la présente loi.

Art. 124. Le Directeur des contributions décidera sur toutes les affaires qui, par les articles cités de la loi pénale douanière, sont attribuées, soit au bureau principal, soit au directeur des douanes.

Verwalters, Geschäftsführers oder Gewerbegehilfen, falls nicht die Finanzbehörde die Anstellung oder Beibehaltung genehmigt hat.

Art. 120. Läßt sich die auf dem Verwaltungswege verfügte Strafe von dem Schuldigen nicht beitreiben, so kann die Steuerbehörde davon absehen, den für die Geldstrafe Haftenden in Anspruch zu nehmen und die Umwandlung der Geldstrafe in Freiheitsstrafe bei dem zuständigen Richter beantragen.

Zwangsmäßregeln.

Art. 121. Die Steuerbehörde ist berechtigt, wenn eine vorgeschriebene Einrichtung nicht getroffen wird, diese auf Kosten der Pflichtigen herstellen zu lassen. Die Einziehung der hierdurch erwachsenen Auslagen erfolgt nach den Vorschriften über das Verfahren für die Beitreibung von Abfisengefällen und mit dem Vorzugsrecht der letzteren gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. August 1822.

Strafvorschriften.

Art. 122. Die Strafverfolgung von Hinterziehungen, verjährt in fünf Jahren, von den mit Ordnungsstrafe belegten Zwiderhandlungen in einem Jahre.

Die Strafverfolgung auf Grund der Vorschriften der Art. 109 bis 113 verjährt zugleich mit dem Eintritt der Verjährung gegen den eigentlichen Täter.

Achter Abschnitt. — Strafverfahren.

Art. 123. In Betreff der Feststellung, Untersuchung und Entscheidung der Zwiderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Gesetzes und die in Gemäßheit desselben erlassenen Verwaltungsvorschriften, kommen die Bestimmungen der Art 31 bis einschließlich 60 des durch Kgl.-Großh. Beschluss vom 5. März 1842 veröffentlichten Zollstrafgesetzes zur Anwendung, insofern die Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes nicht davon abweichen.

Art. 124. Der Steuerdirektor entscheidet über alle Fälle, welche durch die erwähnten Artikel des Zollstrafgesetzes zur Befugnis des Hauptamtes oder der Zolldirektion gehören.

Le Directeur général des finances décidera sur l'appel interjeté, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 125. En cas de recours à la juridiction répressive ordinaire, la compétence du juge est fixée d'après les principes généraux qui établissent la compétence en cette matière

Art. 126. Pour les amendes prononcées par le juge, l'emprisonnement subsidiaire sera fixé conformément à la loi du 18 janvier 1867 modifiée par celle du 16 fevrier 1877.

Toutefois, et par dérogation aux dispositions de ces lois, le maximum de l'emprisonnement subsidiaire est porté à deux ans pour toute seconde récidive et toute récidive ultérieure constatées en matière de fraude de droit de consommation.

Pour les amendes d'ordre, le maximum de l'emprisonnement subsidiaire est fixé à trois mois. La conversion de l'amende en emprisonnement subsidiaire se fera, conformément à l'art. 53, § 2 de la loi pénale douanière précitée. Le juge de police de la résidence du condamné est compétent pour prononcer.

Art. 127. En cas de concours d'un délit de fraude avec un ou plusieurs crimes, l'art. 61 du code pénal sera appliqué.

En cas de concours d'un délit de fraude, soit avec un ou plusieurs délits ou contraventions du droit commun, soit avec un ou plusieurs délits de fraude en matière de droit de consommation, soit avec des contraventions punies d'une amende d'ordre, toutes les amendes fiscales seront prononcées cumulativement.

En cas de concours de contraventions punies d'une amende d'ordre, commises soit simultanément, soit successivement aux dispositions de la présente loi ou aux prescriptions réglementaires qui en assurent l'exécution, une amende unique et globale sera prononcée contre les

Der General-Direktor der Finanzen entscheidet über eingegangene Berufung, vorbehaltlich des Rekurses an den Staatsrat.

Art 125. Im Falle eines Rekurses an die ordentlichen Strafgerichte, richtet sich die Zuständigkeit des Richters nach den allgemeinen Grundsätzen, welche die Befugnis in diesen Sachen feststellen.

Art. 126. Was die durch den Richter zuerkannen Strafen anlangt, so wird die subsidiarische Freiheitsstrafe in Gemäßheit des Gesetzes vom 18. Januar 1867 und des Wänderungsgesetzes vom 16. Februar 1877 verhängt.

Jedoch wird, den Bestimmungen dieser Gesetze entgegen, der Höchstbetrag der subsidiarischen Freiheitsstrafe für jeden zweiten Fall, sowie für jeden weiteren Wiederholungsfall der Verbrauchsabgabenhinterziehung auf zwei Jahre festgesetzt.

In Betreff der Ordnungsstrafen ist der Höchstbetrag der subsidiarischen Freiheitsstrafe auf drei Monate festgesetzt. Die Umwandlung der Geldstrafe in subsidiarische Freiheitsstrafe erfolgt in Gemäßheit des Art. 53, Abs. 2 des oben erwähnten Zollstrafgesetzes. Dem Polizeirichter des Wohnortes des Verurteilten steht die Befugnis der Entscheidung zu.

Art. 127. Im Falle des Zusammentreffens einer Hinterziehung mit einem oder mehreren Verbrechen kommt der Art. 61 des allgemeinen Strafgesetzbuches zur Anwendung.

Im Falle des Zusammentreffens einer Hinterziehung mit einem oder mehreren Verüchten oder Übertretungen gegen das allgemeine Recht, oder mit einer oder mehreren durch dieses Gesetz vorgesehenen Desraudationen, oder mit Zuwidderhandlungen, welche eine Ordnungsstrafe nach sich ziehen, werden alle Fiskalstrafen gleichzeitig verhängt.

Im Falle des Zusammentreffens von Zuwidderhandlungen, welche eine Ordnungsstrafe nach sich ziehen und welche entweder gleichzeitig oder aufeinanderfolgend gegen die Bestimmungen dieses Gesetzes oder die in Gemäßheit desselben erlassenen Ausführungsbestimmungen begangen worden sind,

auteurs, les co-auteurs et les complices, si les contraventions sont de même nature et ont été révélées en même temps.

Chap. IX. — Dispositions diverses.

Art. 128. Les arrêtés et règlements généraux à édicter par le Gouvernement, en exécution de la présente loi, seront délibérés en Conseil d'Etat.

Art. 129. Le recours au Conseil d'Etat, comité du contentieux, est ouvert aux intéressés contre leur imposition par voie de forfait (art. 15 et 17) et contre la fixation de leurs parts de contingent et de production moyenne.

Le comité statuera avec juridiction directe.

Art. 130. Le Gouvernement est autorisé à conclure un arrangement avec le Gouvernement allemand au sujet du droit à percevoir sur les caux-de-vie passant du territoire de l'Empire d'Allemagne sur celui du Grand-Duché et réciproquement (Uebergangsabgabe) et éventuellement au sujet du droit d'exploitation (Betriebsauflage).

Il ne sera accordé ni prime d'exportation, ni restitution des droits de consommation.

A défaut d'arrangement ou en cas de cessation par suite de résiliation de l'arrangement à conclure, les caux-de-vie allemandes seront frappées d'un droit de 1,875 fr. (1,50 mk.) par litre d'alcool, à leur entrée dans le Grand-Duché.

Art. 131. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1911.

Sont abrogées, à partir de la même époque, les lois des 21 mars 1896, 27 février 1903 et 26 septembre 1909, de même que la législation antérieure concernant l'accise sur les caux-de-vie et le régime des distilleries en tant qu'elle est contraire à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi

wird eine einzige Gesamtbüße gegen die Täter die Mittäter und Gehilfen verhängt, wenn die Zu widerhandlungen derselben Art sind und gleichzeitig entdeckt worden sind.

Nennter Abschnitt. — Verschiedene Bestimmungen.

Art 128. Die von der Regierung zu erlassenden Beschlüsse und allgemeinen Reglemente zur Ausführung dieses Gesetzes unterliegen der Beratung des Staatsrates.

Art. 129. Der Refurs an den Staatsrat, Ausschuß für Streitsachen, steht den Interessenten offen, bei der Steuerveranlagung durch Abfindung (Art. 15 u. 17) und bei der Festsetzung der Kontingentsanteile und des Durchschnittsbrandes der einzelnen Brennereien.

Der Ausschuss für Streitsachen entscheidet mit direkter Jurisdiktion.

Art. 130. Die Regierung ist ermächtigt in Betreff der Steuer die für den aus dem Gebiete des deutschen Reiches ins Großherzogtum und umgekehrt, übergehenden Branntwein erhoben wird (Übergangsabgabe) und gegebenen Fällen in Betreff der Betriebsauflage mit der deutschen Regierung ein Abkommen zu treffen.

Es wird weder Ausfuhrprämie noch eine Rückvergütung der Verbrauchsabgabe bewilligt.

In Ermangelung eines Abkommens oder im Falle des Aufhörens in Folge Kündigung des abzuschließenden Abkommens unterliegen deutsche Branntweine, soweit sie nicht nachweislich verzollt worden sind, einer Übergangsabgabe von 1,875 Fr. (Mf. 1,50) für das Liter Alkohol.

Art. 131. Gegenwärtiges Gesetz tritt mit dem 1. Oktober 1911 in Kraft.

Gleichzeitig treten die Gesetze vom 21. März 1896, 27. Februar 1903 und 26. September 1909, sowie die frühere Gesetzgebung, soweit sie gegenwärtigem Gesetz entgegensteht, außer Geltung.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges

soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 14 avril 1911.

MARIE-ANNE.

Le Directeur général des finances,

M. MONGENAST.

Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenbourg, den 14. April 1911.

Maria-Anna.

Der General-Direktor der Finanzen,

M. Mongenast.

Loi du 10 avril 1911, sur l'exercice de la profession de fondé de pouvoir devant les tribunaux cantonaux.

Au Nom de Son Altesse Royale GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Nous MARIE-ANNE, Grande-Duchesse, Régnante du Grand-Duché de Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 28 mars 1911 et celle du Conseil d'Etat du 31 mars suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Nul ne peut représenter ni assister professionnellement les parties devant un tribunal de paix, de police ou arbitral, s'il n'a été agréé comme fondé de pouvoir par le président du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel il porte la parole.

Sont dispensés de l'agrément les avocats exerçant auprès des tribunaux du pays.

Art. 2. Sont de plein droit exclus du droit d'exercer la profession de fondé de pouvoir devant un tribunal de paix, de police ou arbitral :

1^o ceux qui sont âgés de moins de vingt-et-un ans accomplis;

2^o les étrangers non admis à établir leur domicile dans le pays conformément à l'art. 13 du Code civil;

Gesetz vom 10. April 1911, über die Ausübung des Berufes der Prozeß-Bevollmächtigten vor den Kantonalgerichten.

Im Namen S. A. R. H. Wilhelm, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, re., re., re.;

Wir Maria-Anna, Großherzogin, Regentin des Großherzogtums Luxemburg;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Kammer der Abgeordneten vom 28. März 1911 und derjenigen des Staatsrates vom 31. ders. Ms., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Um die Parteien vor einem Friedens-, Polizei- oder Schiedsgericht berufsmäßig vertreten oder denselben beistehen zu dürfen, bedarf es der Ermächtigung als Prozeß-Bevollmächtigter durch den Bezirksgerichtspräsidenten, in dessen Bezirk er seinen Beruf ausübt.

Von der Ermächtigung sind die bei den ausländischen Gerichten zugelassenen Anwälte entbunden.

Art. 2. Von der Ausübung des Berufes als Prozeß-Bevollmächtigter vor einem Friedens-, Polizei- oder Schiedsgericht sind von rechts wegen ausgeschlossen :

1^o die das 21. Lebensjahr noch nicht zurück gelegt haben;

2^o die nicht, gemäß Art. 13 des Zivilgesetzbuches, zum Wohnsitz im Lande zugelassenen Ausländer;

3^e ceux qui sont privés du droit d'être électeur par l'art. 13 de la loi du 5 mars 1884 sur les élections législatives et communales ;

4^e ceux qui par une décision coulée en force de chose jugée ont été frappés : a) de l'interdiction d'un des droits énumérés à l'art. 31 du Code pénal, ou b) de l'interdiction prévue par l'art. 12 de la loi du 5 mars 1885 sur les cabarets.

Art. 3. La profession de cabaretier ou de gérant d'un débit de boissons est incompatible avec la représentation et l'assistance professionnelles devant les justices de paix et les tribunaux de police ou arbitraux.

Cette incompatibilité ne trouvera cependant pas son application à l'égard des fondés de pouvoir qui, à la date du 1^{er} janvier 1910, étaient cabaretiers ou gérants d'un débit de boissons.

Art. 4. Par communication affichée au prétoire, le juge cantonal informera les intéressés que six mois après la publication de la loi, nul ne sera plus admis à représenter ou assister professionnellement les parties, s'il n'a été dûment agréé.

Dans le septième mois de la publication de la loi, le juge cantonal dressera la liste des fondés de pouvoir dûment agréés. Ce tableau sera affiché au prétoire et renouvelé au mois d'octobre de chaque année.

Art. 5. L'agrément sera refusé aux personnes d'une inconduite notoire et à celles qui n'auront pas justifié des connaissances nécessaires par un examen spécial.

Sont dispensés de subir l'examen susdit les candidats pour les fonctions d'huissier et de greffier et le candidat en droit.

Puissent être dispensés de l'examen par le président du tribunal ceux qui demandent l'agrément comme fondé de pouvoir près d'un tribunal cantonal autre que ceux de Luxembourg, Diekirch et Esch-s.-Alzette, ainsi que les personnes qui, lors de la publication de la présente loi, auront pendant dix années exercé professionnellement devant les tribunaux cantonaux.

3^e die des Wahlrechtes, kraft Art. 13 des Gesetzes vom 5. März 1884, über die Kammer- und Gemeindewahlen, verlustig sind ;

4^e die durch ein rechtskräftig gewordenes Urteil bestraft worden sind mit dem Verluste a) eines der in Art. 31 des Strafgesetzbuches aufgezählten Rechte, oder b) des in Art. 12 des Gesetzes vom 5. März 1885 über die Schankwirtschaften vor- gesehenen Rechtes.

Art. 3. Das Gewerbe eines Schankwirtes oder eines Schankgeschäftsführers ist mit berufsmäßiger Vertretung und Beistand der Parteien vor den Friedens-, Polizei- und Schiedsgerichten unvereinbar.

Dennoch ist diese Unvereinbarkeit nicht auf diejenigen Prozeß-Bevollmächtigten anwendbar, die am 1. Januar 1910 Schankwirt oder Schankgeschäftsführer waren.

Art. 4. Durch Anschlag im Sitzungssaal benachrichtigt der Kantonialrichter die Beteiligten, daß sechs Monate nach Veröffentlichung des Gesetzes niemand mehr berufsmäßig die Parteien vertreten oder ihnen beistehen darf, wenn er nicht gehörig dazu ermächtigt ist.

Zum siebenten Monat nach der Veröffentlichung des Gesetzes stellt der Kantonialrichter die Liste der gehörig ermächtigten Prozeßbevollmächtigten auf. Diese Liste wird im Sitzungssaal angeschlagen und jedes Jahr im Oktober erneuert.

Art. 5. Die Ermächtigung wird den anerkannt schlecht Bekennenden sowie denen verweigert, die nicht in einer besonderen Prüfung ihre Fähigkeit nachgewiesen haben.

Von dieser Prüfung sind die Gerichtsvollzieher- und Gerichtsschreiberanwärter und die Rechtskandidaten entbunden.

Durch den Bezirksgerichtspräsidenten können von der Prüfung diejenigen entbunden werden, welche die Ermächtigung als Vertreter vor einem Kantonialgericht mit Ausnahme von Luxemburg, Diekirch und Esch a. d. Alzette nachsuchen, ferner jene, die bei Veröffentlichung dieses Gesetzes während zehn Jahren berufsmäßig bei den Kantonialgerichten aufgetreten sind.

Art. 6. Le président du tribunal, soit d'office, soit sur la requête du procureur d'Etat, peut révoquer l'agrément tant pour les causes prévues par la présente loi que pour motif de disqualification et pour actes contraires à la dignité de la profession ou à la délicatesse.

La décision sera motivée et prononcée en chambre du conseil ; elle sera rendue, le fondé de pouvoir présent ou dûment appelé par pli recommandé à la poste.

Art. 7. Le retrait du droit de représentation vaudra pour toutes les justices de paix du Grand-Duché.

Pourra toutefois le président du tribunal, passé le délai d'une année après que la décision sera devenue définitive, en lever l'effet, à la demande de l'intéressé.

La demande sera soumise au procureur d'Etat, qui y présentera ses observations.

Le rejet de la demande aura le même effet que le retrait initial.

Art. 8. Les décisions du président portant agrément, refus ou retrait d'agrément auront force d'exécution provisoire.

Elles seront dans les quarante-huit heures communiquées par le greffier au procureur d'Etat et aux juges de paix du pays et notifiées au fondé de pouvoir par pli recommandé à la poste.

Le procureur d'Etat et le postulant seront admis à soumettre ces décisions au président de la cour supérieure de justice, qui statuera au définitif, le procureur général entendu, après avoir appelé à se défendre le fondé de pouvoir par pli recommandé à la poste.

Le président sera saisi par voie de requête sur papier libre dans les cinq jours à compter, pour le procureur d'Etat de la date de la décision, et pour le fondé de pouvoir de la date de la notification.

Art. 9. Les parties pourront demander aux juges de paix, de police ou arbitraux, ayant connu de l'affaire, la taxe des honoraires réclamés par leur fondé de pouvoir. Toute per-

Art. 6. Sowohl aus den in diesem Gesetz vorgesehenen Gründen als auch wegen Untauglichkeit und wegen berufs- oder ehrenwidriger Handlungen kann der Bezirksgerichtspräsident, von amtswegen oder auf Antrag des Staatsanwaltes, die Ermächtigung entziehen.

Die Entscheidung muß begründet sein ; sie wird im Beratungszimmer in Gegenwart des Beteiligten verkündet oder nachdem er durch Einschreibebrief gehörig vorgeladen worden ist.

Art. 7. Die Entziehung der Ermächtigung vor Gericht zu vertreten gilt für alle Friedensgerichte des Landes.

Dennoch kann der Bezirksgerichtspräsident, auf Antrag des Beteiligten, ein Jahr nachdem die Entscheidung endgültig geworden ist, die Wirkungen der Entziehung aufheben.

Das Gesuch wird dem Staatsanwalt vorgelegt, der sich dazu äußert.

Die Abweisung des Gesuches hat dieselbe Wirkung wie die erste Entziehung.

Art. 8. Die Entscheidungen des Präsidenten über Erteilung, Verweigerung oder Entziehung der Ermächtigung sind vorläufig vollstreckbar.

Sie werden innerhalb achtundvierzig Stunden von dem Gerichtsschreiber dem Staatsanwalt und sämtlichen Friedensrichtern des Landes mitgeteilt und dem Beteiligten durch Einschreibebrief zugestellt.

Der Staatsanwalt und der Bewerber haben das Recht, dem Präsidenten des Obergerichtshofes diese Entscheidungen vorzulegen ; dieser entscheidet endgültig, nach Ablöhnung des Generalstaatsanwaltes und nachdem er den Beteiligten zu seiner Verteidigung durch Einschreibebrief vorgeladen hat.

Der Antrag an den Präsidenten des Obergerichtshofes muß auf stempelfreies Papier innerhalb fünf Tagen erfolgen ; die Frist läuft, für den Staatsanwalt vom Tage der Entscheidung ab, für den Beteiligten vom Tage der Ruffstellung.

Art. 9. Die Parteien können bei den Friedens-, Polizei- oder Schiedsrichtern, die in der Sache erkannt haben, die Abschöpfung der von ihrem Bevollmächtigten geforderten Honorars beantragen.

ception d'honoraires supérieure à cette taxe est défendue sous peine de l'application de l'art. 6 de la présente loi.

Art. 10. Le tarif des honoraires des fondés de pouvoir, ainsi que toutes autres mesures d'exécution de la présente seront édictées par règlement d'administration générale.

Art. 11. La disposition prohibitive de l'al. 1^{er}, art. 1^{er}, n'entrera en vigueur que six mois après la publication de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 10 avril 1911.

MARIE-ANNE

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour les sciences physiques et mathématiques, composé de MM. J.-B. *Héuertz*, directeur du gymnase de Diekirch, président ; Phil. *Hoffmann* et Guill. *Sotsson*, professeurs à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg, N. *Schmit*, professeur au gymnase de Luxembourg, membres, et J. *Koppes*, professeur au gymnase de Luxembourg, membre-secrétaire, se réunira en session extraordinaire du 26 au 28 avril prochain dans une des salles de l'école industrielle et commerciale de Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de MM. Ferd. *Ernster* de Weimerskirch, récipiendaire pour l'examen du doctorat en sciences physiques et mathématiques ; Eug. *Pierret* de Rodange, récipiendaire pour le second examen de la candidature en sciences physiques et mathématiques.

L'examen écrit pour les deux récipiendaires est fixé au mercredi, 26 avril, de 9 h. du matin à midi et de 3 à 6 h. de l'après midi.

Les examens oraux auront lieu dans l'ordre suivant : pour M. *Ernster*, le jeudi, 27 avril, à

Jede Honorarerhebung über die abgeschätzten Sähe hinaus ist bei Strafe der Anwendung von Art. 6 dieses Gesetzes verboten.

Art. 10. Die Honorarsähe der Prozeß-Bevollmächtigten und alle Ausführungsbestimmungen dieses Gesetzes werden durch allgemeines Verwaltungsreglement erlassen.

Art. 11. Das Verbot in Art. 1, Abs. 1, tritt erst sechs Monate nach Veröffentlichung des Gesetzes in Kraft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenbourg, den 10. April 1911.

Maria-Anne.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Gyschen.*

Verkündigung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für die physikalischen und mathematischen Wissenschaften, bestehend aus den Hh. J. B. *Heuerz*, Direktor am Gymnasium zu Diekirch, Präsident ; Phil. *Offmann* und Wilh. *Sisson*, Professoren an der Industrie- und Handelschule zu Luxemburg, Wilh. *Schmit*, Professor am Gymnasium zu Luxemburg, Mitglieder, und Joh. *Koppes*, Professor am Gymnasium zu Luxemburg, Mitglied-Sekretär, wird in außerordentlicher Sitzung vom 26. auf den 28. April k. in einem der Säle der Industrie- und Handelschule zu Luxemburg zusammentreten, behufs Prüfung der Hh. Ferd. *Ernster* aus Weimerskirch, Rezipiend für das Doctorat der physikalischen und mathematischen Wissenschaften, und Eugen *Pierret* aus Rodange, Rezipiend für die zweite Kandidatur in den physikalischen und mathematischen Wissenschaften.

Die schriftliche Prüfung ist für beide Rezipienden auf Mittwoch, 26. April k., von 9 Uhr morgens bis Mittag, und von 3 bis 6 Uhr nachmittags festgesetzt.

Die mündlichen Prüfungen finden statt, wie folgt : für Hrn. *Ernster*, am Donnerstag,

3 h. ; pour M. Pierret, le vendredi, 28 avril, à 5 h.

Luxembourg, le 11 avril 1911.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Postes.

Une agence de la poste aux colis, comprenant les localités de Kopstal, Brameschhof, Bridel, Dürenthal, Gypsmühle, Kahlscheuer, Neumaxmühle et Rodenhof (Bridel), est établie à Kopstal à partir du 1^{er} mai 1911.

Luxembourg, le 12 avril 1911.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Télégraphes et téléphones.

Une agence téléphonique qui s'occupe également de la transmission et de la réception des télégrammes, est établie dans la localité de Bech-Kleinmacher.

L'agence est ouverte les jours de la semaine de 8 heures du matin à midi, et de 2 à 7 heures du soir ; les dimanches et jours légalement fériés de 8 à 10 heures du matin, et de 5 à 6 heures du soir.

Luxembourg, le 13 avril 1911.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Service sanitaire.

Pour les accouchements les sages-femmes utiliseront, à partir du 1^{er} mai prochain, exclusivement la liqueur créosolée (liquor cresoli saponatus) de la nouvelle pharmacopée. MM. les médecins-inspecteurs sont invités à veiller à la stricte exécution de cette prescription. La fourniture de la liqueur créosolée sera payée à MM. les pharmaciens et droguistes au prix du commerce.

Luxembourg, le 12 avril 1911.

*Le Directeur général des travaux publics,
Ch. de WAHA.*

27. April, um 3 Uhr; für Hrn. Pierret, am Freitag, 28. April, um 5 Uhr.

Luxemburg, den 11. April 1911.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Postwesen.

Eine Paketpostagentur, begreifend die Ortschaften Kopstal, Brameschhof, Bridel, Dürenthal, Gypsmühle, Kahlscheuer, Neumaxmühle und Rodenhof (Bridel), ist vom 1. Mai 1911 ab in Kopstal errichtet.

Luxemburg, den 12. April 1911.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Telegraphen- und Telephonwesen.

Eine sich ebenfalls mit der Annahme und Abgabe von Telegrammen befassende Telephonagentur ist in der Ortschaft Bech-Kleinmacher errichtet worden.

Die Agentur ist geöffnet an den Wochentagen von 8 Uhr morgens bis Mittag, und von 2 bis 7 Uhr abends; an den Sonn- und gesetzlichen Feiertagen von 8 bis 10 Uhr vormittags, und 5 bis 6 Uhr nachmittags.

Luxemburg, den 13. April 1911.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Vom 1. Mai künftig ab bedienen sich die Hebammen bei den Geburten ausschließlich der in der neuen Arzneiliste vorgesehenen Cresolsäifenlösung (liquor cresoli saponatus). Die Hh. Sanitätsinspektoren sind eracht auf die genaue Ausführung dieser Vorschrift zu achten. Die Cresolsäifenlösung wird durch die Apotheken und Drogerien zum gewöhnlichen Verkaufspreis verabfolgt.

Luxemburg, den 12. April 1911.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
R. de Waha.